

IL REFUSE DE
TORTURER
NOUVELLE
D'ALGERIE...

JE NE VEUX PAS
ALLER A LA GUERRE!

PERDRE LA
LE "NON-VIOLENT"

23



anarchisme & non-violence

REFUSE DE DÉFENDRE MES INTÉRÊTS:
MON URANIUM, MON COTON...

GEN, OÙ ILA DU BOSSON ?



TANT QUE CES
CONS DE TRAVAILLEURS
NE LE SOUTIENNENT
PAS...

AH! CETTE
JEUNESSE
POURRIE QUI
NE VEUT PLUS FAIRE
LA GUERRE!



OCTOBRE - DECEMBRE

1970



- un objecteur politique :
daniel brochier, 2

- l'objection de conscience en espagne, 9

- territoires libérés, les
crèches sauvages, 14

- italie 1969,
les mécanismes de la
provocation et de la
répression, 19

- le mouvement
anarchiste, 25

- recherches
libertaires, 30

- nous avons reçu..., 31

- un débat, marxisme et
non-violence, 36

- correspondants
locaux, 48

SOMMAIRE

un objecteur politique

daniel brochier



Toulon, port de guerre, préfecture maritime. Une seule industrie : l'arsenal maritime. En dehors de cela, quelques retombées dues à l'activité touristique... Dès lors, pour un jeune ouvrier toulonnais en opposition avec sa famille parce qu'il s'insère mal dans la vie active, une seule issue paraît possible : s'engager dans l'armée, ou au moins devancer l'appel afin d'être libéré au plus tôt des obligations militaires et augmenter quelque peu ses chances dans la course à l'emploi.

Ainsi débute l'affaire Brochier.

En juillet 69, le Toulonnais Daniel Brochier, 19 ans, électricien, demande à devancer l'appel. Et il aurait grossi la cohorte des militaires ex-chômeurs, s'il n'avait pas voyagé au cours de l'été, et rencontré des individus différents de son milieu habituel. Il prend alors conscience qu'il ne pourrait supporter la vie militaire, et peu avant son incorporation, il décide de se déclarer objecteur et de ne pas rejoindre son corps.

A Bordeaux, où l'assemblée générale annuelle des O.C. a lieu à la Toussaint, Daniel Brochier en novembre rencontre Marcel Martinez. Marcel est étudiant, et fait partie des groupes marxistes-léninistes (maoïstes — tendance Gilbert Mury). A partir de la situation bordelaise, marquée déjà par des échanges positifs entre groupes révolutionnaires, ex-A.C.N.V. et comité de soutien aux O.C., et objecteurs en service, M. Martinez et D. Brochier se mettent d'accord pour servir de « détonateur » à un mouvement élargi au maximum de résistance à l'armée. Autour d'eux se constitue un « comité de défense Martinez-Brochier » qui regroupe des gens de tendances diverses d'accord pour les appuyer dans leur demande du statut, sur la base de leurs objections :

- refus de l'impérialisme manifesté en particulier par la guerre du Tchad ;
- refus de l'embrigadement dans une armée au service des privilégiés (projet de service civique, intervention de l'armée en cas de grèves, etc.).

Une action locale s'engage en profondeur :

décembre : Occupation permanente du local de l'Association générale des étudiants bordelais, avec discussions ouvertes à tous.

Information par tracts, affichages, porte-à-porte.

Manifestations-surprises dans le centre de la ville.

Le 19 : participation au meeting contre l'impérialisme français au Tchad, réunissant à Paris plus de 2000 personnes, en réponse à l'appel d'une dizaine d'organisations (Lutte Ouvrière, P.S.U., M.D.P.L. (ex-M.C.A.A.), Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, Groupes Marxistes-Léninistes, etc.).

janvier : Première provocation policière ? un mystérieux incendie permet à la police de pénétrer dans les locaux — vides — de l'A.G.E.B., le jour même où devaient reprendre les activités du comité.

Création de comités de quartier.

Réunions d'information dans toute la région.

Prises de contact dans plusieurs grandes villes pour préparer une semaine d'action contre l'intervention française au Tchad.

février : Semaine d'action nationale du 13 au 21 février, avec manifestations et autodafés de livrets militaires à Lyon, Strasbourg et Paris.

A Bordeaux, occupation de la maison régionale de l'O.R.T.F., pour protester contre le manque d'information sur la guerre du Tchad. Le 21, dix personnes devaient brûler leur livret militaire. Cette manifestation ne pourra avoir lieu, car la veille, les policiers bordelais organisent « la plus grosse opération depuis mai 68 » (la presse locale) : ils pénètrent, l'arme au poing, au local de l'A.G.E.B., pour y mettre la main sur... 64 bouteilles d'orangina emplies de peinture rouge (prévues pour faire des taches suggestives sur les murs des casernes), butin qui sera considéré comme « cocktails molotov » pendant 24 heures, le temps que la presse dénonce ces « casseurs », que onze personnes soient inculpées de... préparation d'explosifs, et que soient « justifiées » perquisitions et saisies de fichiers à la M.N.E.F. et au secrétariat des objecteurs de conscience.

Dans la foulée de cette répression policière arrive la réponse aux demandes formulées par Martinez et Brochier pour bénéficier du statut d'objecteurs : c'est non. Motif officiel du refus : demande formulée hors des délais (à savoir les fatidiques « 15 jours à compter

de la publication du décret portant appel du contingent auquel appartient l'intéressé »). Réponse grotesque lorsqu'on sait qu'en novembre 69, on comptait 14 « forclos » sur 15 O.C. incorporés, et en janvier, 7 sur 12.

Devant ce refus, M. Martinez décide de s'exiler et de continuer la lutte anti-impérialiste hors de France, D. Brochier persévère dans une attitude non violente, pensant obtenir en définitive le statut, et dans cette optique il se constitue prisonnier le 12 mai en s'enchaînant avec des camarades dans une des rues principales de Bordeaux.

Il est arrêté, et transféré à la prison des Petites-Baumettes à Marseille. En juillet, il formule une nouvelle demande de statut : un mois et demi plus tard, nouveau refus.

Alors que de nombreux précédents ont prouvé et une quasi-désuétude du refus pour forclusion, et l'acceptation des demandes formulées en termes politiques, pourquoi cette intransigeance de la commission juridictionnelle en la circonstance ? Il semble qu'on se trouve en face d'une réaction de durcissement des pouvoirs, devant l'agitation créée à Bordeaux. Il est sûr que l'aspect gauchiste de l'action gênait, et que le cas Brochier a été soigneusement distingué des autres (au mois de mars, un objecteur avait téléphoné à la commission juridictionnelle pour s'enquérir du sort fait à diverses demandes de statut. Au nom de Brochier, réaction vive de l'interlocuteur : « Ah, celui-là, c'est très différent, il a rejoint des gauchistes à Bordeaux pour faire de l'agitation ! »).

Daniel cependant ne se décourage pas, et pour manifester la fermeté de sa conviction, il entreprend une grève de la faim le 21 septembre, tandis qu'il adresse aux « autorités » une troisième demande qui sera d'ailleurs refusée cette fois-ci très rapidement. La grève de la faim de Daniel déclenche une suite d'actions de solidarité, dont la spontanéité n'avait antérieurement été amorcée que par quelques contacts pris, à la fin de l'été, entre des objecteurs et certains groupes de soutien.

Lundi 21 sept. Marseille :

Daniel B. commence aux Petites-Baumettes une grève de la faim.

Samedi 26 sept Bordeaux :

Quinze membres du « Secours rouge » s'installent dans la cathédrale. Trois d'entre eux commencent une grève de la faim.

Lundi 28 sept. Bordeaux :

L'archevêque, M. Maziers, rend visite aux grévistes et leur déclare : « J'admire votre travail en faveur de la paix »,

puis : « Je ne peux pas admettre que par votre action, l'Eglise soit identifiée à un parti ou à un groupe ».

Mercredi 30 sept. Bordeaux :

L'archevêque demande aux manifestants de quitter la cathédrale.

Paris :

Trois personnes commencent une grève de la faim à la Maison verte, foyer de la Mission populaire évangélique.

Jeudi 1^{er} oct. Bordeaux :

Des catholiques intégristes menaçant d'intervenir, les membres du Secours rouge quittent la cathédrale pour le local de l'Association générale des étudiants.

Vendredi 2 oct. Bordeaux :

Manifestation du Secours rouge dans le centre aux cris de « Libérez Brochier ! Libérez Geismar ! ».

Béziers :

Cinq personnes commencent un jeûne public de trois jours, sur l'initiative de la communauté de l'Arche.

Samedi 3 oct. Lyon :

Une trentaine de personnes jeûnent 24 h dans la cathédrale Saint-Jean.

Marseille :

Neuf personnes des groupes de Marseille, Toulon, Draguignan, s'enchaînent à des grilles en haut de la Canebière.

Besançon :

Une dizaine de personnes jeûnent publiquement 24 h.

Dimanche 4 oct. Lyon :

Le cardinal Renard s'entretient avec les jeûneurs, et leur demande « s'ils ne prêchent pas la non-violence par un acte qui constitue moralement une violence (selon « le Progrès »).

Besançon :

Manifestation sur le parvis de l'église Saint-Pierre.

Rennes :

Quatre-vingt-dix O.C. (en service ou futurs) réunis en Bretagne pour l'assem

blée générale annuelle, décident un soutien ferme à D. Brochier jusqu'à solution satisfaisante. Une lettre ouverte est rédigée au ministre de la Justice, ronéotypée, et diffusée à Rennes au cours d'une manifestation silencieuse successivement devant la cathédrale, la préfecture, le théâtre municipal.

- Mardi 6 oct. Lanion
et Dinan : Deux O.C. en service comme animateurs des A.J. de ces deux villes, commencent une grève de la faim.
- Bordeaux : Fin du jeûne public des militants du Secours rouge.
- Mercredi 7 oct. Le Mans : Quatre personnes jeûnent deux jours.
- Jeudi 8 oct. Marseille : Daniel Brochier cesse sa grève de la faim ; son procès est annoncé pour le 15 octobre.
- Le Mans : Enchaînement sur la voie publique.
- Vendredi 9 oct. Paris : Enchaînement dans le hall de la Maison de l'O.R.T.F.
- Samedi 10 oct. Nîmes : Dix-sept jeunes observent un jeûne public de 48 heures.
- Brest : Grève de la faim.
- Marseille : Marche de la Canebière vers les Baumettes.
- Nice : Manifestation du Secours rouge sur le thème : Libérez Brochier et Geismar.
- Dimanche 11 oct. Marseille : Douze personnes occupent l'église des Réformés pour y mener un jeûne de 24 heures.
- Mercredi 14 oct. Nice : Cinquante militants du Secours rouge manifestent pour D. B. dans le centre-ville.

Jeudi 15 oct. Orléans :

Manifestation silencieuse.

Ce même 15 octobre, Daniel Brochier comparait devant le Tribunal des forces armées de Marseille, après cinq mois de préventive. A l'entrée du bas-fort Saint-Nicolas, un dispositif policier énorme est en place, ridicule de démesure face à la cinquantaine de gens venus affirmer leur solidarité avec Daniel. Quelques-uns seulement sont autorisés à entrer, les autres s'assoient devant la porte, prêts à un enchaînement-éclair en cas de verdict trop insatisfaisant.

L'acte d'accusation tend à montrer que la demande de statut faite par Daniel est irrecevable, d'une part pour forclusion, d'autre part parce que les raisons invoquées ne relèveraient pas d'une non-violence intégrale. Il s'ensuit quelques « questions-pièges » adressées à Daniel par le procureur, et qui relèvent du sottisier non violent. Exemple :

- Si on attaquait votre mère, la défendriez-vous ? — Oui.
- Si vous ne pouviez le faire que par la violence, l'utiliserez-vous ? — Oui.
- Alors vous n'êtes pas non violent... » C.Q.F.D.

Malgré ce petit jeu, les témoignages de la défense mettront à mal le dossier d'accusation, en énumérant une série de cas où le statut a été accordé en dépit de la forclusion ou du caractère politique de la demande. Le procureur essaie de contredire les témoins, mais très visiblement ceux-ci connaissent le statut et l'application qui en est faite beaucoup mieux que lui.

Bien qu'après cela, il ne reste plus rien d'un dossier déjà mince, le tribunal condamne Daniel à six mois de prison ferme (ce qu'avait requis le procureur). Ceci pour confirmer la thèse des mauvais esprits, selon laquelle le verdict était décidé d'avance.

Quelques conclusions liées à ce résultat :

- L'appareil répressif se déclenche efficacement dès qu'un acte individuel prend un caractère public.
- Il faut dénoncer la fausse libéralité de la commission juridictionnelle, et l'arbitraire de ses décisions.
- Le nombre d'objecteurs grossissant, il est à prévoir une multiplication de cas similaires à celui de D. B. La lutte pour l'élargissement et le dépassement du statut passera nécessairement par le soutien des gars concernés.

L'affaire Brochier n'est pas close, puisque Daniel devrait de nouveau être incorporé à sa sortie de prison mi-novembre, et puisqu'il fait une quatrième demande...

Entre-temps, une assemblée générale des comités de soutien aura eu lieu à Lyon, et se sera concertée sur l'ensemble des problèmes d'actualité, et les modalités de l'action à poursuivre. Aussi, il est, semble-t-il, trop tôt pour dresser un bilan de l'action entreprise. Bornons-nous à faire le minimum de constatations suivantes :

- Sur un fait bien choisi, il est possible de démarrer une action touchant assez d'endroits pour prendre un caractère national, et ce sans structures pré-établies.
- L'absence de structures permet la création de groupes du type comités d'action, gardant ici et là leur originalité, rassemblant des gens d'idéologies différentes, mais concernés ensemble par un même problème.
- Il suffit souvent d'une seule initiative individuelle pour faire démarrer de tels comités.

Marcel Viaud et Bernard Vandewiele

Depuis, D. B. a été libéré et transféré dans un service psychiatrique pour y être réformé. Il est maintenant libre. Mais d'autres garçons à qui le statut a été refusé sont emprisonnés. On cite les noms de Daniel Krol, Jean-Yves Bousserieu, Philippe Lamotte. D'autres seraient dans le même cas.

Dans la « Lettre des objecteurs » n° 3, la question est posée de savoir si sa parution doit continuer ou non. Après avoir constaté que la reprise n'était pas l'œuvre de deux ou trois personnes mais la mise en application de la décision unanime des comités de soutien et des objecteurs en service ou futurs, que la nécessité de la « Lettre » comme organe spécifique était reconnue pratiquement par tous, que les réactions aux numéros 1 et 2 ont été favorables et que les divers groupes commencent à envoyer informations, critiques, etc., il est précisé que le numéro 3 n'a que quatre pages alors qu'il y avait matière à un numéro de dix à quinze pages. Et cela parce que l'épaisseur du numéro est proportionnelle au poids de la caisse ! D'autre part le loyer du nouveau local arrive à échéances fixes ! Ce qui veut dire que les objecteurs ont besoin de fric ! Donc...

Correspondance : S.O.C., 6, impasse Popincourt, Paris (11^e) - C.C.P. Michel Solsona 76-24 Bordeaux. (Important : ne pas libeller de chèques à l'ordre du S.O.C.).

EN ESPAGNE

L'Espagne, sous le régime que vous savez, ne reconnaît aujourd'hui aucun motif d'objection de conscience. Les peines infligées sont lourdes et si longues que seule une conviction comme celle des Témoins de Jéhovah a pu s'en accommoder. (10 ans d'emprisonnement et de régiment disciplinaire en Sahara espagnol).

Environ 200 Témoins de Jéhovah et 2 adventistes sont actuellement incarcérés.

Le service militaire a une durée de 15 mois et sera éventuellement réduit à 12 mois pour une raison de contingent.

Une partie non négligeable de jeunes Espagnols se fait soit dispenser à l'aide d'un certificat médical, soit s'expatrie pour une période d'environ 10 ans avec ou sans congé militaire.

Le poids des condamnations a jusqu'à cette année retenu les jeunes Espagnols, préoccupés de la situation socio-politique de leur pays, de s'attaquer au pilier numéro 1 du régime : l'armée. Cependant la concentration des actions parlementaires et extraparlimentaires de tous les pays leur assure que, tous les moyens étant mis en œuvre, l'obtention du statut est pour le peuple Espagnol une question de temps.

Pour ces diverses raisons, 3 groupes de soutien se sont constitués à Valence, Barcelone et Madrid afin d'engager les associations politiques extraparlimentaires, l'information et les autorités dans le débat.

José Beunza de Valence que nous appelons Pepe, ex-leader du syndicat démocratique des étudiants, a entrepris de précipiter les activités antimilitaristes dans son pays en se faisant arrêter publiquement pour insoumission, sous le motif large et réaliste de la non-violence. Pepe est « non violent ». Son engagement politique passé et actuel est le moteur de son activité.

Pratiquement : le but de cette action est d'obtenir la reconnaissance de l'objection de conscience en Espagne par l'application d'un statut ouvert à toutes les convictions. La première étape devant contenir l'objection religieuse et non violente au moins.

Le régime actuel de l'Espagne ne permet pas d'entreprendre l'action comme nous l'avons fait respectivement dans chacun de nos pays. Je n'insiste donc pas sur l'évidence des implications internationales de cette action. Voici donc en deux points le cadre de l'action puis l'application du plan des premiers mois à venir :

1. **Action directe** et autres modes extraparlimentaires :

Au niveau national ou régional, l'initiative est laissée aux comités et aux organisations en place. Pour l'instant toute l'information est centralisée à Genève pour traductions et diffusion internationale.

Au niveau international, l'action sera coordonnée depuis Londres en coopération avec l'Internationale des résistants à la guerre.

Action parlementaire avec l'aide :

- a) des autorités internationales (personnalités et organisations) ;
- b) des autorités nationales (personnalités et Parlements) ;
- c) des autorités religieuses nationales et internationales (personnalités, diocèses et synodes).

Cette activité, dans la mesure des besoins et des événements (arrestations, procès, etc.), sera coordonnée depuis Genève.

2. **Ce qui est fait** :

Amnesty International a obtenu :

- La promesse du gouvernement espagnol de « changer la loi sur l'insoumission en faveur des objecteurs ».
- Un projet de loi, adopté par le Conseil des ministres (mai 70), mais refusé par la commission de défense du Parlement (les Cortès), en juillet 70, et renvoyé au gouvernement pour une nouvelle proposition. Ce projet ne concernait que l'objection religieuse impérative (Témoins de Jéhovah, adventistes).

L'Organisation des Nations unies (O.N.U. - U.N.O.) se voit présenter cette année un projet de résolution sur l'objection de conscience et une charte internationale des objecteurs. L'Internationale des résistants à la guerre est à l'origine de ces projets.

Une conférence à Genève, le 30 octobre 1970, donnée par Pepe Beunza, où sera présentée une résolution sur l'objection en Espagne, fondée sur la résolution 337 de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, la consultation par la Commission internationale des juristes du Conseil mondial des Eglises, de la Commission pontificale Justice et Paix (Vatican), ainsi que de Sodepax.

Ce qui est à faire :

Activités nationales ou régionales :

Permanente : préparation de textes adéquats à la politique espagnole destinés à être adoptés par les autorités concernées.

Activités directes : internationalisation de l'objection lors de manifestations liées à des événements nationaux ou régionaux.

Activités internationales :

Permanente : élargissement des relations parlementaires internationales dans chaque pays, coordonnées au niveau national et international par un comité restreint pour des questions de communications.

Activités directes : préparation avec les différentes organisations intéressées d'actions applicables à court terme sur des événements dépendant des autorités espagnoles ou lors d'événements dont il nous reste à prendre l'initiative (arrestations, procès, manifestations en Espagne, etc.).

A la fin de cette année, en Espagne, auront lieu l'étude et l'adoption d'un programme général pour les trois années à venir.

Qui est Pepe ?

José Beunza est né en 1947. Il est ingénieur agronome (a fini ses études en octobre 1970). Il a bénéficié de trois ans de sursis au recrutement, pour terminer ses études. Ce sursis est échu en 1970.

Durant les deux dernières années, d'abord seul puis avec des sympathisants et d'autres futurs objecteurs, il a réussi à donner un certain nombre de conférences et de causeries dans des collèges, des associations d'étudiants et autres groupes de jeunes dont les Amis de l'Arche. Arrêté trois fois, il est chaque fois relâché après exposé de ses convictions non violentes.

Au début du mois d'octobre est paru le premier bulletin des groupes de soutien en Espagne, dans lequel Pepe expose ses motivations. Cet exposé, qu'il a signé, lui vaudra probablement une inculpation pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

J. Beunza recevra ses papiers militaires en fin de mois de novembre et les retournera aux autorités pour exprimer ainsi son refus. Dans ces papiers lui seront indiqués les lieu et date d'incorporation ; ces points résultent d'une véritable loterie.

L'incorporation de fait sera pour les mois de janvier, mai ou septembre 1971. Pour les Témoins de Jéhovah, les procès se déroulent trois ou quatre mois après leur arrestation.

J. Beunza est le premier Espagnol à faire publiquement objection. Pepe est catholique, mais c'est de la non-violence qu'il se réclame

d'abord. Il refusera de sortir de prison par une mesure exceptionnelle ou par un statut trop restreint.

Les condamnations se succéderont jusqu'à l'âge de 30 ans, dernière limite d'incorporation possible, si aucune de nos actions n'aboutit.

Extrait d'une documentation fournie par **Jean-Claude Luthi**,
rue Montfalcon 6, 1 227 - Carouge, Suisse.

lettre aux autorités espagnoles

Valence, le 11 juin 1970.

Nous sommes un groupe d'amis intéressés par le problème de l'objection de conscience, certains parmi nous étant de futurs objecteurs et, pour cette raison, nous vous écrivons pour vous donner notre avis sur le projet de loi que vous êtes chargé d'élaborer, et pour que vous en teniez compte, si cela vous semble opportun, dans la rédaction du rapport.

En reconnaissant l'objection pour des motifs de croyances religieuses et à cause des pratiques qui en découlent, on fait abstraction des catholiques, car leur religion ne l'exige pas, ainsi que de tout motif autre que religieux comme la non-violence, le pacifisme, les motifs éthiques ou humanitaires, etc., ce qui ne résout pas tous les problèmes qui se présentent à ce sujet, puisque aucun de nous n'est ni Témoin de Jéhovah, ni adventiste. Nous pensons que la loi ne doit pas seulement résoudre les cas actuels, mais aussi les cas futurs. De plus, dans tous les pays d'Europe où l'on reconnaît l'objection de conscience (tous excepté le Portugal, la Grèce, la Suisse et l'Espagne), on admet cette pluralité de motifs. La reconnaissent aussi l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et le Concile Vatican II.

En ce qui concerne le service dans les unités ou services spéciaux, il existe à l'étranger (France, Suède, etc.) des organismes civils déterminés qui accueillent les objecteurs (Chiffonniers d'Emmaüs, Service civil international, Aide aux déshérités, mouvements ruraux, centres de jeunesse, ministère des Affaires culturelles, etc.) et nous aimerions qu'en Espagne les objecteurs soient acceptés par des organismes similaires existant déjà, ou d'autres qui réaliseraient des activités ayant les caractéristiques suivantes :

— *Etrangères à toute activité militaire (ni dans l'armée, ni pour l'armée). Par exemple, nous n'accepterions pas de servir des repas*

dans une caserne, alors que nous le ferions dans un asile pour vieillards ou un orphelinat.

- De caractère social : aide aux plus déshérités.
- D'une grande variété, pour que puissent s'y consacrer des objecteurs de tout niveau culturel.
- Qui n'isolent pas de la société.
- Qui ne soient pas du travail introduit dans des zones ou des secteurs de chômage.

En Espagne, il y a un million d'enfants sans écoles et presque deux millions d'analphabètes. L'alphabétisation serait le service civil le meilleur et le plus urgent, à condition de ne pas porter préjudice aux instituteurs en quête d'emploi.

A Valence, il existe une grande disproportion entre le nombre très élevé des bars et celui, minime, des centres culturels, car ces derniers fonctionnent au ralenti faute de responsables et d'animateurs.

D'autres services civils pourraient être :

- Le travail dans les Auberges de jeunesse.
- Des travaux forestiers (coupe-feu, reboisement, etc.).
- L'archéologie.
- La remise en état de routes dans les régions à mauvaises communications, etc.

Ce ne sont que de simples suggestions pour le service civil. Nous pensons que vous connaissez mieux que nous les besoins du pays. Nous voulons enfin vous rappeler que, à partir du moment où la loi reconnaît le statut d'objecteur de conscience, le service civil n'est plus considéré comme une sanction, mais comme un remplacement au service militaire, et qu'on doit le limiter à une juste proportion quant à sa durée, son intensité, etc. Nous considérons que trois ans sont excessifs, car cela ressemble à une sanction, et que deux ans seraient suffisants pour garantir l'honnêteté d'intention des objecteurs.

En même temps, on devrait prévoir, comme dans tous les pays, les cas d'objecteurs absolus, c'est-à-dire ceux qui refusent même le service civil, pour qu'ils aient des peines de prison fixes et proportionnelles au service militaire, et non la prison continue comme c'est le cas actuellement.

Dans l'espoir que cette lettre retiendra votre attention, nous vous remercions.

Pour le groupe : Pepe Beunza, Císcar 42, Valencia - 5



territoires libérés

Dans notre dernier numéro nous lançons cette notion de territoires libérés, et nous avons essayé en l'analysant d'en montrer les limites. Voici, avec un peu de retard mais à point dans la réflexion, une expérience concrète pleine d'intérêt. Dominique Binzenbach qui la décrit est un militant du comité de soutien aux objecteurs de conscience de Paris et objecte lui-même. Ce texte a déjà paru dans leur bulletin, mais nous avons pensé qu'il était nécessaire de lui donner une audience plus large.

Le Comité parisien de soutien aux objecteurs de conscience (C. P. S. O. C.) lutte principalement contre la militarisation. Cette lutte, pour la plupart d'entre nous, fait partie du processus révolutionnaire en cours.

Dans ce cadre, il serait intéressant pour nous, semble-t-il, de connaître d'autres facettes qui s'inscrivent dans la dynamique révolutionnaire. Il en est certaines, parmi d'autres, qui sont appelées à nous intéresser principalement. Ce sont les luttes qui se déroulent à propos de l'éducation et parmi celles-ci, celles concernant les crèches. Aussi ce texte essaiera-t-il d'éclairer la situation des crèches sauvages, en particulier, celles du centre Cénisier.

Tout d'abord, crèches sauvages : action révolutionnaire ou réformisme ?

Pour moi, les crèches sauvages, si la lutte est bien menée (et les

les crèches sauvages



dangers d'égarément sont grands), sont un aspect réel et concret de la lutte révolutionnaire contre l'idéologie bourgeoise transmise par l'éducation, et ce dès le plus jeune âge, contre la conception que donne le système mécanisé et autoritaire, la société capitaliste en ce qui nous concerne, par l'intermédiaire des parents, enseignants, éducateurs, cette conception de la femme, de l'enfant, de la famille.

Ce que les crèches sauvages remettent également en cause, c'est la cellule familiale, instrument de transmission de l'idéologie dominante : les rapports sont des rapports d'autorité, de répression généralisée (créativité, sexualité...).

C'est donc une remise en cause, sur un problème précis, de cette société.

Pratiquement, les crèches sauvages, par leur création, leur orientation politique (organisation matérielle, orientation « pédagogique »), visent à transformer progressivement et radicalement les mentalités en présence, enfants-adultes, enfants entre eux, adultes entre eux, et à permettre à tous, parents, étudiants, et autres, une prise de conscience des possibilités de réalisation que peut leur offrir la crèche.

Création

Par la poussée de la base, parents, militants, des « crèches » ont été créées dans diverses facs, Beaux-Arts, Censier, Nanterre...

après occupation de locaux et de bureaux administratifs.

Aux Beaux-Arts, à Censier, à Nanterre, les parents et militants se sont regroupés en associations loi 1901.

A Censier, ce fut le C. A. E. C. (Centre d'activité des enfants de Censier) dont les principes alors étaient les suivants :

1. Gratuité.
2. Encadrement mixte.
3. Ouverture sur le quartier (à ses problèmes).
4. Ouverture toute la semaine (sauf le dimanche).
5. Heures d'ouvertures souples adéquates aux besoins des parents. Possibilité d'amener et de reprendre son enfant quand on le désire.
6. Intervention des parents dans la vie de la crèche.
7. Accueil des enfants de 1 mois à 6 ans sans séparation par classe d'âge (ce point, entre autres, est actuellement sérieusement discuté vu son caractère limitatif — l'appellation même de crèche semble fautive pour certains).

Quoiqu'elles ne soient pas totalement acceptées (surtout à Censier), leur existence est néanmoins une réalité.

Orientation politique

J'entends par là non pas choix d'une idéologie partisane mais un changement de vie en applica-

tion avec ses idées. Il s'agit d'appliquer, de vivre la révolution.

L'action quotidienne de la crèche est politique car la politique se fait chaque jour et non pas de 6 à 8 h où le dimanche du vote, c'est cela qu'il faut comprendre, qu'il faut vivre.

Organisation matérielle

A vrai dire, il n'y en a pas. Les gens qui s'occupaient de la crèche se chargeaient des tâches matérielles (préparation des repas, vaisselle, courses...) sans planning, sans préparation. Les résultats ne correspondaient pas aux désirs de certains.

Orientation pédagogique

Si l'on peut désigner notre conception de l'éducation par ce mot.

Tracée dans ses grandes lignes, elle reste à préciser.

Ses buts (dans mon optique précisément, je tiens à le préciser afin de ne pas impliquer les autres camarades quoique nous devrions nous retrouver en général sur cela) : développer l'enfant, encourager ses initiatives, de préférence collectives, supprimer cette peur de l'autorité, de l'adulte, peur de faire, de créer, de s'épanouir, de vivre.

Il s'agit d'« amener » l'enfant à la possibilité d'exercer librement son choix. L'un des buts de la crèche est d'aider les enfants à devenir responsables. Pour que

cette action soit efficace, il est donc primordial que l'action entreprise au sein de la crèche soit profondément coordonnée avec l'éducation familiale, d'où la nécessité d'une intervention permanente, d'une prise de responsabilité des parents à la crèche.

VOS ENFANTS NE SONT PAS VOS ENFANTS.

Historique de la crèche Censier

Le début de l'action crèche à Censier remonte en juin 1969, en mai 1968 pour les crèches sauvages (Sorbonne). Mais, à Censier, la véritable action s'est engagée en novembre dernier par l'occupation de salles de cours, de bureaux, notamment, celui du directeur du Centre. A la suite de cette lutte, l'administration et le conseil paritaire de gestion ont accepté le principe d'une crèche à la fac de Censier et ont fait aménager des locaux (lavabos, mini-W. C., douches, cuisine) à l'intérieur du centre. Installation prévue provisoire !

Cependant, dès la rentrée de Noël, le Conseil de gestion et l'administration ont essayé de récupérer la crèche. Sans donner de réponse aux demandes de postes d'éducateurs formulées par trois personnes (deux femmes - un garçon) militants du C.A.E.C., ils installent d'abord une puéricultrice, puis, une semaine plus tard, deux aides-puéricultrices et une jardinière d'enfants. La menace de récupération de la crèche par les autorités s'évite évi-

dente. Très vite, la situation devient difficilement supportable. Après avoir discuté avec le personnel proposé par la fac et devant l'échec d'accord (il ne pouvait y en avoir), les militants renvoient les puéricultrices.

Après cela, le conseil de gestion (à majorité P.C.) et l'administration, après une tentative de reprise de la crèche, portent plainte contre le C.A.E.C. pour occupation illégale de locaux, entrave au fonctionnement d'un service public et dégradation de matériel (les murs ayant été repeints de couleur moins neutre).

Depuis la rentrée de Noël, donc, des parents, des militants révolutionnaires ont occupé illégalement et se sont efforcés de faire fonctionner une crèche révolutionnaire à l'intérieur de la faculté Censier. Malgré une tentative d'intimidation de la part des autorités par la force (des flics investirent la crèche et tentèrent vainement de relever les identités des personnes présentes), cette occupation se poursuivit avec des hauts et des bas et l'un des objectifs, plus ou moins négligé il faut dire, fut la prise en charge de la crèche par les parents concernés.

Objectif non réalisé et qui provoqua, à la rentrée de Pâques, le départ de quelques militants et parents qui, par là, voulaient hâter cette prise en charge des parents en les mettant devant leurs responsabilités. Les autres militants et parents ne pensèrent pas que c'était une bonne tacti-

que. Pour eux, cette prise de « pouvoir » des parents (nécessaire), pouvait s'effectuer avec les militants permanents, en collaboration avec eux. Pour cela, des propositions furent faites, dont l'une fut l'organisation matérielle de la crèche afin de s'assurer, par là même, une base solide, favorable et l'extension de l'action sur le quartier, à partir d'un point concret. Cette proposition, il faut bien le dire, ne suscita pas la motivation désirée.

Une réunion rassembla les deux tendances, réunion qui souligna le désaccord, notamment quant aux moyens d'action, sur le quartier principalement. Donc, deux conceptions d'intervention sur le quartier :

1. Celle des camarades ayant quitté la crèche.
Diffusion de tracts sur ces thèmes intéressant directement le quartier, visites à domicile.
2. Intervention à partir des parents du quartier qui fréquentaient la crèche. Ces parents provoquant des discussions avec leurs amis, leurs voisins afin de les sensibiliser, d'obtenir un contact sûr, une connaissance réelle des problèmes urgents et quotidiens qui se posent à ces personnes. Principe de l'enquête ouvrière.

La première équipe a commencé à diffuser son premier tract. Depuis cette réunion, la situation à la crèche s'est détériorée de jour en jour : non seulement les parents ne se sont pas plus enga-

gés, à quelques exceptions près (toujours les mêmes), mais on a pu assister au contraire à une démobilisation générale. Seuls, certains parents et militants continuaient à assurer les permanences. Aussi, la question que se posèrent les militants fut : est-ce que notre présence à nous militants a raison d'être si elle ne repose pas sur une base solide : la responsabilité engagée des parents à titre égal ?

Donc, en réponse à cela, les militants ont commencé une grève pendant laquelle une table sera tenue avec les divers textes explicatifs, permanences assurées par des militants et parents prêts à discuter. Une réunion est prévue, réunion décisive pour l'avenir de la crèche. Si les parents ne réagissent pas positivement, la crèche sera interrompue et

l'action pourra, c'est le désir de certains, être orientée différemment, toujours avec les locaux qui ne seront pas rendus à la fac. Donc, actuellement, ce n'est pas une crèche qui est occupée mais des locaux militants.

Cette tribune, comme les autres, de connaissance, de réflexion, de contacts sur divers aspects de la lutte révolutionnaire ne peut être bénéfique, intéressante et enrichissante que si des lecteurs nous écrivent, nous posent des questions, nous font part de leur propre expérience dans tous les domaines (toutes les luttes sont liées).

Nous attendons les lettres de tous ceux qui se sentent concernés, intéressés.

Dominique Binzenbach



ITALIE 1969

les mécanismes de la provocation et de la répression

Le 25 avril 1969, deux bombes explosaient à la Foire de Milan et à la gare, faisant plusieurs blessés légers. Le 12 décembre dans l'après-midi, une bombe plus terrible causait la mort de 16 personnes dans une banque milanaise, à la Piazza Fontana, une autre faisait des blessés et des dégâts matériels dans une banque de Rome. Quelques heures après chacun de ces attentats, des anarchistes étaient arrêtés, leurs locaux perquisitionnés et mis à sac ; l'un d'eux allait, pendant l'interrogatoire de police, « tomber » du 4^e étage et se tuer ; plusieurs autres sont encore en prison. Les attentats devaient aussi donner le prétexte d'une véritable chasse aux gauchistes de toutes allégeances, à la fouille de leurs locaux et à la réquisition de ces objets dangereux que sont les tracts et les ronéos.

L'hiver 1968-1969 avait été marqué par une série de luttes sociales en Italie, dont certaines avaient fait des morts — à Battipaglia et en Sardaigne. Les anarchistes n'avaient pas été les derniers sur le front des luttes ; certains d'entre eux, renouant — hélas — avec une vieille tradition du mouvement, s'étaient servis d'arguments explosifs. Mais les « bombes en papier » de faible puissance avaient été posées dans des endroits peu fréquentés, de nuit, devant des palais de justice ou des hôtels de ville, faisant sauter quelques moellons et laissant une tache noire sur le mur. Mais surtout, c'est une véritable vague d'attentats qui déferla sur l'Italie à cette époque : entre les bombes des séparatistes du haut Adige, celles dans les trains, celles des fascistes contre le siège d'organisations de gauche, celles des groupuscules d'excités, on a dénombré 145 attentats en 1969, douze par mois, trois par semaine... La plupart étaient sans équivoque dus à des milieux d'extrême droite, qui allaient parfois jusqu'à s'en vanter, puisqu'ils savaient bien qu'ils ne seraient pas inquiétés, qu'ils avaient la police et les groupes de pression pour eux. Quant aux attentats supposés anarchistes, ils étaient signés d'un texte, manuscrit ou photocopie, expliquant la signification de l'acte et le choix de l'objectif. Les arrestations arbitraires n'avaient pas servi à grand-chose, jusqu'à ce qu'en

avril on arrête plusieurs très jeunes gens à Milan, et que sous la pression de la torture, de la faim, de la soif, de la peur, on leur fasse « avouer » certains de ces « crimes ».

Rien cependant ne rapproche les « bombes en papier » de l'hiver de celles meurtrières d'avril et surtout de décembre. Hormis la fausse conception que la bourgeoisie, les hommes au pouvoir et les cercles d'extrême droite entretiennent de l'anarchisme. Hormis aussi, il faut le dire, une certaine responsabilité du mouvement : les anarchistes ne prônent-ils pas bien souvent la violence contre l'exploiteur, la destruction des organes du pouvoir, la disparition brutale des institutions abhorrées ? Et si leur propagande a été mal comprise, poussée à l'extrême par des désespérés, et surtout utilisée contre eux par des provocateurs, c'est qu'ils n'ont pas toujours su éviter les contresens, expliquer les contradictions historiques du mouvement. Il y a dans la mémoire des anarchistes un certain culte des héros attentateurs, de Ravachol à Caserio, de Bresci à Mariani : aujourd'hui qu'il n'est plus de mode de tuer des tsars ou des gros bourgeois, on peut être tenté d'utiliser des explosifs à d'autres endroits.

Le danger surtout, mais qui n'était pas conscient avant qu'il ne soit trop tard, c'est que des attentats dus à des provocateurs servent à affaiblir et à démanteler le mouvement anarchiste dans son ensemble. Il est aujourd'hui indubitable — la presse de gauche, un grand nombre d'avocats, d'intellectuels, de gens de toute sorte l'ont bien compris — que tel a été le cas à Milan en avril et en décembre.

On vient de publier en Italie un ouvrage intitulé « La Strage di Stato » (1), « contre-enquête » sur les attentats et la manière dont les enquêtes ont été menées. Les auteurs — militants dans différents groupes de l'opposition extra-parlementaire — sont très bien documentés sur les milieux d'extrême droite, et plutôt que de se borner à accuser la jurisprudence et à dénoncer quelques individus qui auraient posé les bombes meurtrières, c'est de toute la renaissance du fascisme en Italie qu'ils démontent les mécanismes : provocation, « entrisme » d'éléments néo-fascistes dans les mouvements maoïstes, anarchistes, étudiants, financement des organisations et des journaux nationaux-socialistes, liens avec la dictature militaire en Grèce, biographies de responsables et de militants fascistes. Simultanément, ils font un tableau de la dégradation de la situation sociale et politique dans l'Italie de ces dernières années.

Les anarchistes se sont livrés à la même analyse, même s'ils ont procédé moins systématiquement. Dès le mois d'août 1969, le bulletin de « *Crocenera anarchica* » — le secours international anarchiste — écrit que les arrestations de camarades milanais doivent être rappor-

(1) « Le Massacre d'Etat » : Rome, Ed Samonà e Savelli 1970, 160 p., 500 lire.

tées aux problèmes de l'Italie tout entière, « les mêmes qu'il y a 70 ans » : déséquilibre entre le Nord et le Midi, chômage, émigration, catastrophes naturelles ou dues à la négligence, organisation de la police et des carabinieri en pouvoir parallèle. Les révoltes les plus criantes éclatent à la périphérie sociale et politique : en Sardaigne, en Sicile, au Mezzogiorno, chez des paysans, dans des bourgades ; et la répression peut s'y exercer bien plus violemment que dans les usines Fiat à Turin ou Pirelli à Milan. La répression du gouvernement vise les victimes de sa propre violence ; et les partis d'opposition, « pour conserver leur peu de pouvoir, renoncent honteusement à tous leurs principes et font l'apologie de l'ordre », donc de la réaction. « Quand les anarchistes disent qu'avec l'arrestation des anarchistes commence le fascisme », ils entendent mettre en lumière la circonstance suivante : avec la répression violente exercée contre la périphérie sociale et politique, une opération de police plus générale a commencé. Le gouvernement qui a sur la conscience Avola, Battipaglia et l'Italie tout entière continue à parler de violence sans chercher à expliquer d'où vient cette violence. »

Les attentats et leur répression ne sont donc pas un problème pour les seuls anarchistes ; mais ce sont eux qui sont physiquement les plus touchés. Dès les premières minutes de l'enquête sur les bombes criminelles de décembre, les noms de plusieurs anarchistes étaient prononcés et ils allaient être arrêtés par dizaines ; Valpreda était immédiatement le bouc émissaire désigné.

Et pourtant, qu'est-ce que de tels attentats pouvaient avoir d'anarchiste ? Le 27 décembre, « Umanità Nova », l'hebdomadaire de la F.A.I., publie un éditorial intitulé : « Nous ne nous défendons pas : nous accusons ».

« Répétons-le : il y a tant d'humanité en nous autres, les anarchistes, tant de haine contre la violence sauvage et qui se prend elle-même pour fin, que nous transformons l'horreur envers le massacre aussi monstrueux qu'inimaginable de Milan en une profonde révolte contre ceux qui tentent, cyniquement, utilisant l'émotion générale, d'associer quelque idéologie progressiste — et en particulier l'idéologie libertaire — au massacre de vies humaines, dans un froid calcul de profit. Révolte profonde que la nôtre, contre une telle profanation de la souffrance des victimes innocentes, que n'adoucit pas la sincère indignation populaire, qui n'est que passagère. Révolte qui subsistera en nous-mêmes quand tous auront oublié, comme ils ont oublié les victimes des massacres d'ouvriers, et comme la chronique est lue distraitement qui fait connaître aujourd'hui le honteux verdict condamnant les auteurs conscients de l'immonde tragédie du Vajont — 2 000 victimes de la spéculation et de l'affairisme criminel — à un seul jour de prison. »

Toutefois, la plupart des journaux anarchistes se méfient d'abord de Valpreda et des autres arrêtés. Seul Pinelli « tombé » par la fenêtre après trois jours d'interrogatoire (alors qu'il était probablement déjà mort sous les coups des policiers, alors qu'il avait un alibi irréfutable, alors qu'il était venu volontairement se faire interroger, sur sa propre moto) jouissait de la confiance et de l'estime de tous. A son enterrement, la télévision a dénombré 3000 personnes. Le coup de force contre les anarchistes aura servi, pour quelque temps du moins, à ressouder les rangs de l'opposition extra-parlementaire.

Quant à Valpreda, il est si fortement accusé par la presse et les mouvements de l'extrême droite à une certaine gauche, on raconte tant de choses sur lui, que les milieux anarchistes doutent quelque temps. Très tôt, la Crocenera affirme cependant son innocence : c'est avant tout une conviction *politique*, car aucun anarchiste n'aurait pu commettre des attentats de ce genre, et ceux-ci s'insèrent parfaitement dans la logique de provocation-répression du gouvernement. Mais c'est aussi une conviction *technique*, à cause de son alibi, des nombreux indices en sa faveur et de la faiblesse des « preuves » contre lui. La seule qui tienne est la reconnaissance formelle d'un chauffeur de taxi, Rolandi ; mais on a appris depuis que le policier chargé de l'enquête aurait présenté une seule photo, celle de Valpreda, à ce chauffeur, en lui disant qu'il « devait le reconnaître » ; on a aussi trouvé au moins deux sosies possibles, militants d'extrême droite impliqués depuis longtemps dans de la provocation terroriste, et à qui leurs chefs auraient fort bien pu faire jouer le rôle de Valpreda. Ce dernier l'a bien compris, qui écrit dans une lettre sortie clandestinement de sa prison romaine : « Si vraiment le tueur de la Piazza Fontana a utilisé le taxi de Rolandi, c'est qu'il savait qu'il était complètement couvert et que quelqu'un d'autre serait reconnu à sa place. »

En effet, il y avait à coup sûr des provocateurs dans le groupe du « 22 mars » romain que fréquentait Valpreda : ex-militants fascistes qui avaient gardé un peu trop de relations avec leurs anciens amis, qui surtout proposaient un peu trop souvent de faire des actions terroristes, d'apprendre à confectionner des cocktails Molotov et d'autres jouets plus dangereux pour « tout foutre en l'air ». Nombreux sont les groupes d'extrême gauche et les mouvements étudiants qui ont été « infiltrés » de cette façon depuis quelques années, et pour un temps plus ou moins long, jusqu'à ce que les provocateurs et les indicateurs soient démasqués.

On a dit que les anarchistes étaient une proie plus facile à cause de leur organisation non centralisée, de leur idéologie mal définie ; mais, selon « La Strage di Stato », rares sont les groupes qui ont échappé à l'infiltration. Et si les anarchistes ont été une proie de choix, c'est surtout à cause de l'image traditionnelle du lanceur de bombes que

les classes dirigeantes cultivent dans l'opinion publique et que l'on essaie de leur faire endosser à chaque occasion.

Aujourd'hui, une douzaine de camarades sont encore emprisonnés en Italie pour les attentats d'avril et de décembre. Le plus jeune d'entre eux, Roberto Mander, écrit à « Umanità Nova » de la maison de rééducation où il a été fourré :

« Je saisis l'occasion pour demander aux juges et aux policiers où ils étaient les 25 avril et 12 décembre ? Eh bien, je pense que ces messieurs respectables étaient sortis, à cette heure fatidique, pour prendre un café ou aller aux cabinets ; mais moi, pauvre citoyen, qui garantit que je n'étais pas à la Foire ou à la Piazza Fontana plutôt qu'au café à côté du bureau ? En somme, tout citoyen pouvait se trouver en chemin, pendant ces deux heures, sans alibi solide ; l'important, c'est qu'il n'ait pas professé d'idées anarchistes ; autrement, alibi ou non, il pouvait être incriminé, parce que la seule preuve déterminante pour des délits de ce genre, c'est le credo politique ; il est donc logique (selon la logique de l'Etat) que seuls des anarchistes soient arrêtés et accusés. »

On a vu que les fascistes italiens avaient des relations étroites avec certains milieux grecs. Un document grec secret publié par des journaux anglais en automne 1969 apporte des révélations surprenantes sur les attentats d'avril :

« Chapitre II. Action concrète. A. Les actions qui devaient se réaliser antérieurement n'ont pu être réalisées avant le 20 avril. La modification de nos plans a été rendue nécessaire parce qu'un contretemps a rendu difficile l'accès au pavillon Fiat (de la Foire de Milan, où l'une des bombes a explosé — NdT.). Les deux actions ont eu un effet remarqué. »

Par la suite, plusieurs hommes de main des fascistes ont déclaré qu'on leur avait proposé toutes sortes d'attentats, devant parfois mettre en danger des vies humaines, pour créer en Italie une psychose de coup d'Etat. Après leurs déclarations, ils ont disparu de la circulation, ou ont reçu des menaces graves, comme en reçoivent régulièrement les anarchistes qui en savent trop long ou les avocats qui cherchent trop loin.

N'allons pas jusqu'à dire que les anarchistes sont purs de tout soupçon, ne portent aucune responsabilité dans les actes terroristes et dans l'escalade de la provocation et de la répression. Il faut avant tout distinguer les attentats qu'ils peuvent avoir commis — comme nous l'avons montré plus haut — et ceux qui sont étrangers à toute idéologie et à toute stratégie anarchistes. Mais il faut aussi se demander quelle part ils prennent dans la conservation du stéréotype « anar-

chie = bombe ». Pour s'en défaire, il leur faut proposer une stratégie radicalement différente, définir clairement les types d'action — les « actions exemplaires » sont à cet égard un thème à discuter — et, surtout, arrêter de jouer avec les explosifs. Quand ça fait boum, ça fait surtout plaisir à celui qui a posé l'engin, mais a-t-on jamais vu que cela fit avancer la révolution ?

Le terrorisme et la provocation posent aussi, une fois de plus, le problème de l'organisation. La chasse aux sorcières menée contre les anarchistes a permis au mouvement italien de se débarrasser d'éléments douteux et de resserrer les rangs ; mais il eût mieux valu pouvoir le faire sans tous les emprisonnements, tous les interrogatoires et toutes les perquisitions qui ont eu lieu ces derniers mois. Nous n'échapperons jamais aux provocateurs et à la suspicion de l'Etat ; au moins devrions-nous pouvoir être sûrs de nous-mêmes et des nôtres. L'insécurité et le malaise qui ont régné parmi nous, ne fût-ce que quelques jours, après les derniers attentats meurtriers, et qui renaissent à chaque événement équivoque, montrent que le doute subsiste. La création de comités contre la répression et de secours aux militants, un peu partout en Europe (2), montre que la solidarité est cependant agissante, et permettra peut-être une action de type préventif.

1^{er} septembre 1970.

Marie Martin



(2) En Italie : Crocenera anarchica, c/o Circolo Ponte della Ghisolfa, Piazzale Lugano 31, 20158 Milano. Versements au nom d'Umberto del Grande.

LE MOUVEMENT ANARCHISTE

Pour la première fois depuis le n° 8 nous réentamons ce que nous voulons être un dialogue avec les camarades des autres groupes anarchistes. Auparavant nous avons accordé beaucoup plus d'importance à la deuxième partie de notre étiquette et à notre solidarité active avec les objecteurs. Deux sortes d'événements nous poussent à cela : les attentats d'Italie, et la recrudescence de la répression, ainsi que les tentatives de regroupements.

Il est quand même évident que nous ne voulons pas concurrencer « Recherches libertaires » qui nous semble remplir cette tâche unique et importante qui est la renaissance d'une réflexion anarchiste adaptée aux temps que nous vivons.

pour des partis anarchistes

Aujourd'hui le mouvement anarchiste est composé essentiellement de petits groupes locaux actifs et parfois activistes sans beaucoup de liens entre eux. Une de leurs particularités est la fragilité extrême de leur existence. Il suffit d'un départ de leaders, étudiants ou pas, d'un coup de vent ou même de la répression policière pour qu'un ou deux ans après leur naissance ils s'effondrent dans l'inconnu. Souvent alors certains de leurs participants resurgissent çà et là, silencieusement ou en proclamant qu'ils y étaient et qu'on verra ce qu'on verra. Cela a pour conséquence qu'il est pratiquement impossible de savoir

s'il ne s'est pas glissé parmi ces revenants un provocateur. Il serait ridicule de proposer la création d'un fichier national. Cela a déjà été fait par quelques groupes autoritaires. Ce serait faciliter à l'excès le travail de la police mais, plus grave, ce serait contraire à l'idéal anarchiste. Il serait tout aussi ridicule de refuser de se poser le problème. Pour ne pas sombrer dans la flicomanie et la délation interne, il faut lier ce problème à celui de la répression et à celui de la réflexion.

Il est ambitieux de tout aborder de front. Pourtant, si on regarde la situation du mouvement anar actuellement, on discerne un certain nombre de choses. D'abord et avant tout la pauvreté incroyable des groupes puis (ceci en est une conséquence positive) un effort de regroupement dans deux sens bien distincts.

Commençons par ce qu'il est convenu d'appeler la pauvreté de l'« après-Mai ».

Les retombées de ce mois se sont fait durement sentir dans les différents groupes. La sensation profonde qu'il y avait quelque chose de changé et l'impossibilité de déterminer exactement quoi amenèrent beaucoup de groupes soit à se torpiller par purisme (même si c'est deux ans après) soit à plonger dans un activisme débordant où chaque petite action prit une dimension triomphaliste. Les groupes n'eurent pas la possibilité de prendre du recul et d'ailleurs ne l'ont toujours pas. C'est alors que prit une grande importance (du fait de l'absence d'autre chose) le courant « pseudo-situ ». Il se caractérise par sa critique destructive tous azimuts et par son langage incompréhensible au militant moyen (je ne parle pas des ouvriers). Les thèmes utilisés, empruntés pour la plupart aux thèses de l'Internationale situationniste jouent sur la mauvaise conscience inhérente aux anars. En effet, qui parmi nous ne se sait pas aliéné ? Le nier serait refuser la réalité. Il ne suffit pourtant pas de convaincre les autres de leur impuissance sexuelle et politique pour les libérer. Il est remarquable que les critiques les plus violentes s'adressent presque toutes aux camarades les plus proches politiquement. En parodiant honteusement, leur devise semble être : « Tuez-les tous, l'IS retrouvera les siens ! » Il faut tenter de mettre fin à ce néo-nihilisme sans toutefois jeter le bébé avec le bain. La plupart des critiques de l'IS sont fondées, il faudrait pourtant les aborder avec moins d'agressivité gratuite.

Il existe aussi parmi presque tous les groupes une impossibilité d'analyse permanente de l'action en cours, de la situation politique et des motivations des militants, et cela dans un langage normal épuré du vocabulaire révolutionnaire.

Quand il y a analyse, elle est faite en cercle fermé, avec les mêmes éléments subjectifs, dans une ambiance révolutionnariste. Après ladi-

pauvreté, examinons le problème des regroupements. Il y en a de deux sortes : le régional et le politique. Sur le plan régional, on assiste dans l'Est et le Midi à des tentatives de création d'union de groupes sans distinction de tendance politique, le fait de se réclamer de l'anarchisme étant suffisant en soi. Les choses sont déjà assez avancées dans l'Est où les réunions se succèdent et où le BI en est déjà à son numéro 4. Il est intéressant de noter à ce propos que cette union est née de l'initiative de camarades de la F.A. alors que la majorité de ses membres en sont en dehors et entendent y rester. Dans cette union il y a beaucoup de difficultés causées par des différences de langage (présence d'Italiens, d'Espagnols et de Français), des différences de situation (minorité de travailleurs) et des différences d'âge assez prononcées.

Tout cela fait qu'après plusieurs réunions on ne se connaît que fort peu.

Je ne sais quelle est la situation dans le Midi mais, d'après les informations recueillies, elle semble être en plein mouvement. Les regroupements politiques sont d'une teinte très différente. J'en citerai deux (je n'en connais pas d'autres actuellement) : le M.C.L. (Mouvement communiste libertaire) et l'U.G.A.L. (Union des groupes autonomes libertaires). Chacun semble affirmer être le seul vrai et voit les autres de haut. Visant à être des avant-gardes ou de grandes organisations, ils vont avoir tendance à adopter des positions autoritaires (cela se sent déjà dans leurs textes) d'abord à l'égard des autres groupes puis en leur sein. Pourtant ces unions politiques sont la conséquence de la prise de conscience de l'après-Mai et de sa pauvreté.

Quelque nécessaires que soient ces unions, ni les unions régionales ni encore moins, les unions politiques ne pourront résoudre le problème actuel du mouvement anarchiste en France (dans les autres pays ce n'est pas mes oignons).

Il y a deux besoins : stabilité dans le temps (base d'appui) et possibilité de réflexion vraie correspondant à la réalité globale et locale. Je prétends donc qu'on ne peut les résoudre ni dans de petits groupes ni dans des unions régionales ou politiques. Il est nécessaire, pour que nous autres anarchistes puissions ensemble être et réfléchir calmement, que des liens affectifs profonds existent entre nous. Ces liens ne peuvent exister vraiment dans des unions régionales ou politiques. Que proposer alors ?

Il faudrait qu'à partir des unions régionales (et pourquoi pas politiques ?) des regroupements s'opèrent, non plus sur des bases géographiques locales, mais nationales, sur un accord politique (autant théorique que pratique) et sur des liens affectifs. Ces trois bases, nationalité, politisation et affectivité, me semblent être essentielles si l'on veut créer quelque chose de durable.

nationalité

- *Nationalité prend ici une dimension géographique, évidemment. Si un groupe est international, ce n'en est que meilleur. Il est nécessaire que les membres de ces groupes soient de partout afin de saisir les différentes facettes de la même réalité, chacun dans sa pratique différente. Il est certain qu'une telle dispersion entraîne des problèmes de relations (écrits et voyages) ainsi que financiers.*

politisation

- *Politisation : l'accord politique ne peut être total (ou alors plus de discussions ni de recherches), pourtant il doit y tendre. Il doit être autant au niveau de la théorie et de la recherche qu'au niveau de la pratique de chacun. Surtout il faut de prime abord ne vouloir à aucun prix être une avant-garde de quelque sorte que ce soit. Autant parce qu'un peu de modestie ne fait de mal à personne que parce qu'une telle position compromet gravement les relations avec les autres groupes et camarades.*

affectivité

- *Il faut se garder comme de la peste de n'avoir que des relations affectives ou de les privilégier. Il n'y a rien de pire qu'un groupe politique de copains. En dehors du fait que cela crée des relations curieuses, cela empêche toute entrée régulière de nouveaux, et cela amène à l'échec final amèrement regretté, une blessure profonde ne créant que des aigris. Pourtant les relations affectives sont nécessaires car elles sont un facteur important dans la confrontation des idées. Dans la société quotidienne confrontée à nos problèmes, nous sommes obligés de nous cuirasser pour à la fois ne pas reculer devant les attaques et céder devant le doute. Cette mise en état de défense permanente, entraîne à la longue une impossibilité d'autoanalyse ainsi que des relations fausses avec les gens que nous fréquentons.*

Se sentant bien avec des camarades dans le groupe, se sachant en sécurité, ne craignant plus d'être détruit, chacun pourra essayer de

se rouvrir complètement, se sachant compris. C'est alors que se sentant bien, en accord politique avec des camarades venus de partout, il sera possible de mener année après année, un travail commun qui fera avancer et les individus et le mouvement.

Il serait ridicule de penser que je propose une recette efficace à cent pour cent. Ma proposition ne permet, à mon sens, que d'aborder plus sérieusement les difficultés et les tensions qui surgiront inévitablement dans ces groupes. Elle permet aussi de créer une ossature stable, des points de repères, et un réseau de relations permanentes dans le mouvement anarchiste français.

P. Sommermeyer





recherches

libertaires n° 7

Autoanalyse : A défaut de discussion avec le lecteur (attendue depuis le début, et qui sans doute n'est pas pour demain), un autre débat prend forme : entre quelques uns de ceux qui poursuivent une recherche personnelle et tiennent à sortir de l'isolement. Du coup reviennent à la surface des discussions inabouties — une forte proportion dans ce numéro — qu'il s'agit maintenant de relancer et de lier. A travers cette tentative, pour activer la circulation des idées commence à se dégager une conception particulière du « travail collectif » : non pas expression collective, mais expression individuelle stimulée et orientée par ses interférences et ses contradictions avec d'autres expressions individuelles.

La confrontation se fait pour le moment autour d'un thème central repérable sous des approches diverses : la théorie anarchiste.

1. — Qu'est-ce qu'une théorie anarchiste, ou plutôt : qu'est-ce que théoriser en anarchiste ? Quels sont les rapports d'une telle démarche avec la « tradition » libertaire et avec la pratique et le discours révolutionnaires d'aujourd'hui ?

2. — Peut-on systématiser l'anarchisme et, si oui, sur quels fondements ? Peut-il être question encore d'une spécificité libertaire ? Approche plus concrète : la violence est-elle indissociable de l'action révolutionnaire, les expériences de ce siècle nous contraignent-elles à choisir entre évolution et révolution, et dans quel sens ?

Enfin, une nouvelle rubrique, « La vie du mouvement anarchiste », s'ouvre dans R.L. Différents groupements libertaires vont se présenter eux-mêmes, définir leurs principes et leurs méthodes d'action. Reste à voir si cette initiative dépassera effectivement l'échange d'informations pour établir un dialogue par-delà les cloisonnements.

Sommaire :

Le crépuscule des idéologies (G. Gilles).
Théorie révolutionnaire ou idéologie anarchiste (R. Furth).
Les principes fondamentaux de l'anarchisme (G. Baldelli).
L'individualisme social (Ch.-A. Bontemps, R. Lewin).
Un révolutionnaire doit-il être violent ? (J. Coulardeau).
A propos de « l'Aveu » (R. Lewin).
Itinéraire de la Tendance anarchiste communiste (T.A.C.).

Adresse : Annie Piron,
10, rue J. Weydmann
67 - Strasbourg-Meinau

C.C.P. Nancy 192784 Y
(10 F les 5 numéros).



nous avons reçu :

- « Textes sur l'organisation » de Marx et Engels, cahiers Spartacus, mensuel, 128 pages, ce numéro 7,50 F. René Lefeuvre, 5, rue Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie, Paris-4^e.
- « La paix partout dans le monde... », supplément (16 pages) à « Liberté », 20, rue Alibert, Paris-10^e.

-
- « Pensées » d'Anarin, 128 pages, Nouvelles éditions Debresse, 17, rue Dugay-Trouin, Paris-6°.

« Si nous sommes tous égaux devant la loi, alors il n'y a pas de doute : elle a aussi un derrière. »

« L'armée est au service de la nation quand ce n'est pas l'envers. »

- « Les cahiers Spartacus » (René Lefevre, 5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-4°) ont publié dans leur numéro 35 B d'août 70 deux travaux de Jean Barrué : « L'Anarchisme aujourd'hui » et la traduction d'un inédit de Bakounine : « la Réaction en Allemagne » ; prix 6 F.

L'anarchisme aujourd'hui

« L'Anarchisme aujourd'hui » est une étude faite dans le même état d'esprit que celle de Nicolas Walter que nous avons publiée, c'est-à-dire que le mouvement et les principes anars y sont étudiés de l'intérieur. C'est dire aussi que l'auteur vise moins à une prétendue objectivité qu'à l'efficacité de la clarté, et il laisse volontairement dans l'ombre les aspects historiques de l'anarchisme pour se livrer à une réflexion sur les thèmes de pensée et d'action (ou d'inaction !) du mouvement.

Barrué se distingue de Guérin par sa méfiance à l'égard du marxisme même quand il y trouve des aspects positifs. De toute façon il articule son travail autour d'une hostilité irréductible au marxisme-léninisme, et il explique les succès des M.-L., des trotskistes, etc., et le bénéfice qu'ils ont tiré seuls de mai 68, alors que l'esprit de cette période contenait plus de germes libertaires que léninistes, par le manque de combativité des anars et leur répugnance à recruter des jeunes qui sont allés ailleurs. Il déplore d'ailleurs l'activisme de ces jeunes qui les conduit à aller rêver d'autogestion chez les partisans de la dictature du parti la plus absolue, quel que soit le « dieu » qu'ils vénèrent.

La dispersion des anars dans des groupes spécialisés contribue aussi selon Barrué à leur inefficacité. Dans l'ensemble voilà une présentation sérieuse des idées forces de l'anarchisme avec toutefois une conception assez traditionnelle sur la violence et une assimilation de la non-violence à la capitulation qui montre qu'il n'a jamais lu A.N.V. ! Je cite : « Faut-il, sous prétexte de non-violence, tout supporter et capituler par avance pour éviter tout acte de violence de notre part ? »

la réaction en allemande

Il s'agit là du premier essai de Michel Bakounine, publié en 1842 : il y développe une réflexion « gauchiste » sur la pensée hégélienne et en particulier sur sa dialectique en trois points :

1. — Affirmation ou principe positif (thèse).
2. — Négation ou principe négatif (antithèse). Bakounine en fait l'élément actif, révolutionnaire de la contradiction.
3. — Négation de la négation qui supprime les deux principes antagonistes tout en conservant la totalité de leur contenu et en s'élevant à une affirmation supérieure.

Dans l'essai de Bakounine, le parti réactionnaire et le parti démocratique se résoudront « en un monde nouveau pratique et spontané, en la présence réelle de la liberté ». Cependant Bakounine ne cache pas que, pour lui, seul l'élément négatif a une valeur en soi, c'est lui seul qui contient en puissance les forces créatrices du monde nouveau. Maintenant il suffit de lire ce texte pour voir que, pour Bakounine, cette table rase qu'il souhaite n'est pas nécessairement une Apocalypse mais plutôt une destruction radicale des institutions, une nouvelle nuit du 4 août, et aussi une victoire sur l'ennemi qui est en chacun de nous, ce qui en fait l'inspirateur de la formule de Mai : « Chasser le fil de votre tête », et le rend beaucoup plus proche qu'on eût pu l'imaginer des conceptions non violentes. « Nous devons agir non seulement politiquement, mais aussi religieusement, ce qui signifie avoir la religion de la liberté dont la seule expression authentique est la justice et l'amour. Oui, c'est à nous — qu'on traite d'ennemis de la religion chrétienne — c'est à nous seuls qu'est réservée cette tâche dont nous nous sommes fait le devoir suprême : pratiquer effectivement l'amour même dans les combats les plus acharnés, cet amour qui est le plus haut commandement du Christ et le principe unique du vrai christianisme. » On est loin des bains de sang et des massacres dont on en a voulu faire l'apôtre !

Toutefois cet amour n'a rien à voir avec une conciliation jésuitique, il pourfend les modérés « centristes » d'alors et leur applique une boutade employée au moment de la révolution de Juillet : « Le côté gauche dit : deux fois deux font quatre ; le côté droit : deux fois deux font six... et le juste milieu dit : deux fois deux font cinq ».

M. Bouquet

dangers d'égarer sont grands), sont un aspect réel et concret de la lutte révolutionnaire contre l'idéologie bourgeoise transmise par l'éducation, et ce dès le plus jeune âge, contre la conception que donne le système mécanisé et autoritaire, la société capitaliste en ce qui nous concerne, par l'intermédiaire des parents, enseignants, éducateurs, cette conception de la femme, de l'enfant, de la famille.

Ce que les crèches sauvages remettent également en cause, c'est la cellule familiale, instrument de transmission de l'idéologie dominante : les rapports sont des rapports d'autorité, de répression généralisée (créativité, sexualité...).

C'est donc une remise en cause, sur un problème précis, de cette société.

Pratiquement, les crèches sauvages, par leur création, leur orientation politique (organisation matérielle, orientation « pédagogique »), visent à transformer progressivement et radicalement les mentalités en présence, enfants-adultes, enfants entre eux, adultes entre eux, et à permettre à tous, parents, étudiants, et autres, une prise de conscience des possibilités de réalisation que peut leur offrir la crèche.

Création

Par la poussée de la base, parents, militants, des « crèches » ont été créées dans diverses facs, Beaux-Arts, Censier, Nanterre...

après occupation de locaux et de bureaux administratifs.

Aux Beaux-Arts, à Censier, à Nanterre, les parents et militants se sont regroupés en associations loi 1901.

A Censier, ce fut le C. A. E. C. (Centre d'activité des enfants de Censier) dont les principes alors étaient les suivants :

1. Gratuité.
2. Encadrement mixte.
3. Ouverture sur le quartier (à ses problèmes).
4. Ouverture toute la semaine (sauf le dimanche).
5. Heures d'ouvertures souples adéquates aux besoins des parents. Possibilité d'amener et de reprendre son enfant quand on le désire.
6. Intervention des parents dans la vie de la crèche.
7. Accueil des enfants de 1 mois à 6 ans sans séparation par classe d'âge (ce point, entre autres, est actuellement sérieusement discuté vu son caractère limitatif — l'appellation même de crèche semble fautive pour certains).

Quoiqu'elles ne soient pas totalement acceptées (surtout à Censier), leur existence est néanmoins une réalité.

Orientation politique

J'entends par là non pas choix d'une idéologie partisane mais un changement de vie en applica-

Notons au passage : La Chronique de Christian Prigent : Psittacisme, Sinapisme, Poésie.

C'est avec toujours la même angoisse que je lis les soliloques de nos proseurs. Les phrases, perfides à la « Tel Quel » : « La poésie est inadmissible » me ravagent les tripes.

Une évidence : « la poésie est une inscription réalisée dans un objet » me contriste. Car... mon cher Prigent, la poésie, quelle soit hiéroglyphique, sémitique ou mitique, ne peut se réduire à sa matérialité pure et simple.

Mais entièrement d'accord avec toi : *une inscription* : graffitis, marque céleste de l'urine acide sur le mur de ma chambre, signes, chiffres, dessins, *Objet* : la rue avec ses pavés glorieux et volants, le papier... P. Q., journal, papier gras du charcutier...

Oui, Prigent, « La poésie est une inscription sur un objet ».

Mais toute inscription n'est pas poétique... et tout objet n'est pas support digne de nos fientes.

Exemple : la publicité des couloirs, air conditionné, de notre métro avant que la main anonyme n'y applique son trait blasphémateur. ...La poésie... restera toujours une pureté, dans l'acte... d'inscrire son signe...

Dominique Morel





un
débat



marxisme — non violence

En 1966, Dave Dellinger — pacifiste américain et directeur du mensuel « Liberation » — et Isaac Deutscher — biographe de Trotsky et l'un des grands spécialistes des questions soviétiques — se rencontraient à la tribune de manifestations contre la guerre du Vietnam. Dellinger, qui est un pacifiste révolutionnaire et libertaire, fut frappé par les arguments de Deutscher et proposa une confrontation à ce dernier sur le thème de la non-violence, en compagnie d'A. J. Muste, un des grands noms de la tradition pacifiste américaine. L'entretien eut lieu, non sans passion ; malheureusement, la mauvaise qualité de l'enregistrement ne permit pas sa publication immédiate.

Quand Dellinger reprit la bande, en juillet 1969, Muste et Deutscher étaient morts. Le texte valait tout de même la peine d'être publié, malgré les coupures et le manque de retouches. Que cela excuse les phrases parfois malhabiles, les redites. Nous avons jugé intéressant de le traduire, en espérant une fois de plus ouvrir le débat parmi nos lecteurs. L'interprétation que donne Deutscher de la révolution russe est discutable ; ce qui nous a surtout semblé intéressant, ce sont les éléments qu'il apporte à la conception d'une révolution sans fusils, et à la dialectique entre la volonté des hommes et le poids de l'Histoire.

M. M.

dave dellinger :

Nous nous proposons de défier, sur le terrain d'une non-violence révolutionnaire, ce théoricien révolutionnaire accompli qu'est Isaac Deutscher. Je pars de l'idée que la non-violence n'est pas encore suffisamment développée, qu'elle ne peut être pleinement appréciée ou comprise sous sa forme actuelle qui ne révèle pas son vrai potentiel. Je crois qu'on peut dire la même chose du socialisme à un certain stade ; il y a eu le stade pré-marxien du socialisme chrétien et différentes formes de ce qu'on appelle le socialisme romantique. Puis il s'est graduellement sophistiqué, il a peu à peu mûri. Je crois que le même processus doit se passer dans la non-violence ; malheureusement, les marxistes révolutionnaires ont tendance à écarter la non-violence comme arme révolutionnaire, sous ses formulations les plus anciennes et les plus primitives.

De la non-violence comme témoignage symbolique, ou comme vocation particulière d'un petit groupe de gens séparés en quelque sorte du reste de la société par leur formation religieuse, on a passé à un type de non-violence déterminée à changer le cours de l'histoire, à transformer réellement les événements ; cette détermination est aussi forte et aussi totale que les instincts révolutionnaires des révolutionnaires non pacifistes du passé. Pendant la guerre de Corée, j'ai soumis à l'une des organisations pacifistes dont j'étais membre un rapport attaquant les positions américaines, et j'ai été horrifié de découvrir que même certains dirigeants de l'organisation soutenaient vraiment la cause américaine, mais pensaient que ses buts devaient être poursuivis par des moyens non violents au lieu de moyens violents. Cette idée de la non-violence est en régression, avec le tournant qu'a marqué la guerre du Vietnam ; l'accent est mis maintenant sur la détermination à influencer les événements historiques.

Le mouvement pacifiste avant la guerre du Vietnam avait deux orientations principales. Certains voulaient réaliser le but américain — retenir le communisme et protéger le système américain — par des moyens non violents au lieu de moyens violents. La plupart de ceux-là ne se sont pas prononcés très fermement contre la guerre, ce qui a hâté le processus historique de discrédit qui recouvre cette sorte de « non-violence ». Je ne prétends pas que les pacifistes aient jamais voulu la guerre ou n'aient pas désiré un monde sans guerre, mais je crois que l'on répugnait autrefois à se plonger dans la boue des conflits politiques et sociaux de peur de perdre sa pureté pacifiste. Je crois qu'il est absolument nécessaire aujourd'hui, et conforme à la tendance historique, d'aller dans l'autre direction, celle de la non-violence essayant de proposer une nouvelle méthode de libération

aux peuples opprimés et exploités. Un autre exemple : il y a eu une tendance tragique dans le mouvement pacifiste à se sentir concerné surtout par la violence ouverte, la violence des moyens, et non par la violence du *statu quo* ou la violence institutionnalisée. Aujourd'hui on reconnaît que l'on peut mourir aussi bien de maladies guérissables dues à la pauvreté que d'une balle ; que l'on peut être blessé aussi bien par la vie dans un ghetto ou par la vie de parasite que par un éclat d'obus. Ce raisonnement nous conduit à considérer la non-violence comme une méthode de libération, une alternative sérieuse aux guerres de libération actuelles.

A cet égard je voudrais raisonner dialectiquement, au moins dans la mesure où j'en suis capable. La vieille forme de non-résistance non violente, l'attention insuffisante accordée à la violence institutionnalisée, voilà la thèse. La résistance anti-nazie pendant la seconde guerre mondiale, les guérillas fidélistes à Cuba, l'héroïque résistance vietnamienne aujourd'hui, voilà l'antithèse. Ce que je voudrais voir considérer, c'est la possibilité d'une synthèse, de quelque chose de neuf, que nous soupçonnions mais qui n'a pas vraiment été développé. La guérilla repose sur l'identification avec la population d'un pays en pleine résistance, et cette identification n'est pas une chose facile ni risible, car elle doit rendre compte des aspirations à la liberté, à la dignité, à la justice d'un pays. Voilà un exemple de ce qui peut surgir de cette synthèse. D'autre part, la non-violence procède d'un humanisme profond et universel qui est tout aussi caractéristique, en ce qu'elle a de mieux, de la révolution historique qui ne se réclame pas de la non-violence ; mais cet humanisme risque d'être trahi et réprimé au cours du conflit réel. Je crois que nous avons appris que tout ce qui nous fait considérer l'ennemi de classe ou l'ennemi institutionnel comme l'ennemi de l'homme risque de mener à la corruption interne et à une détérioration progressive de l'idéalisme originel et de la méthode originelle du mouvement. J'ai un autre exemple à donner. Lorsque Isaac Deutscher parlait récemment, à Berkeley, des conséquences négatives du conflit vietnamien actuel dans le monde communiste, il signala que, bien que le processus de déstalinisation n'ait pas été totalement nul, il a cependant été arrêté ou même renversé. Il cita le fait qu'un des effets indirects du prétendu combat pour la liberté au Vietnam a été d'encourager l'étouffement de la liberté dans le monde communiste. Je crois que cela vient de la peur et de l'enchaînement de causes et d'effets identiques, la violence, la haine et la méfiance provoquant à leur tour violence, haine et méfiance, et je me demande s'il n'est pas vrai que les mouvements révolutionnaires les plus idéalistes qui se fondent sur la haine et la violence provoquent la même confusion, la même peur, la même hystérie parmi leurs adversaires, de sorte que le même effet cumulatif se produit et que nous devenons les antagonistes de ceux que nous

voulons gagner à notre cause. (Dans l'« Histoire de la révolution russe », de Trotsky, qui n'est pas à coup sûr un livre prônant la non-violence, j'ai été frappé par la manière dont les révolutionnaires russes gagnaient à leur cause les troupes qui avaient reçu l'ordre de les disperser ou de leur tirer dessus. Il semble qu'il se soit passé un phénomène dynamique et créateur, phénomène que la plupart des mouvements révolutionnaires stoppent au moment crucial, par manque de courage non violent.) Je crois que nous devons abandonner l'idée que la non-violence peut gagner une guerre sans que le sang soit versé (il y aura des victimes, il y aura des morts), mais rien ne nous permet, même si les nôtres sont les plus touchés, de dire : « Voyez, ça ne marche pas, maintenant nous devons entrer en guerre ! », car ce raisonnement garantirait encore plus de massacres, encore plus de morts.

isaac deutscher :

Je dois reconnaître que la joute sur le thème de la non-violence a commencé par choquer ma tendance de vieux marxiste à refuser cette sorte d'argument. J'étais d'abord agacé en soupçonnant de vagues généralisations idéalistes, qui ne nous mènent nulle part ni sur le terrain politique, ni sur celui de l'analyse ou de la morale. Mais, à mesure que j'écoute vos arguments, je me rends compte que cette réserve vise un adversaire qui n'est pas en face de moi : elle concerne la fuite du pacifisme intégral. Et il est bien difficile de s'opposer aux principes élevés du pacifisme intégral sans un certain embarras moral, parce qu'on voudrait que le pacifiste intégral ait raison, lui qui dénie tout rôle positif à la violence dans l'histoire. Et pourtant on sait qu'il n'a pas raison, et que c'est une fuite dangereuse. Alors on réagit, si l'on est marxiste, avec un certain venin.

Mais vous n'êtes pas ces créatures romantiques de la non-violence. A mon avis, et j'hésite à utiliser des mots forts, vous avez pris une position héroïque envers la guerre du Vietnam. Lorsque vous avez commencé à protester vous ne pouviez pas prévoir que vous seriez soutenus par de si larges couches de l'opinion publique ; vous avez pris de grands risques pour exprimer non seulement votre opposition à la violence employée par le pouvoir américain, par son impérialisme, mais aussi pour défendre dans une certaine mesure, moralement, la violence à laquelle les Vietnamiens ont dû recourir pour sauver leur dignité, leurs intérêts, leur présent et leur avenir.

On pourrait dire que votre attitude est incohérente, que votre façon de prêcher la non-violence et d'accepter cependant, dans une certaine mesure, la violence utilisée par le Vietcong au Vietnam et par le

F.L.N. en Algérie est contradictoire. Mais je crois que c'est une incohérence créative, une contradiction créative dans votre position. Bien que vous partiez d'un principe idéaliste, et à mes yeux quelque peu métaphysique, votre incohérence vous ouvre cependant un vaste horizon dans les réalités de notre époque. Je crois que vous pratiquez en quelque sorte la véritable autocritique : l'autocritique d'un type de pacifisme qui ne craint pas de révéler sa propre incohérence formelle pour arriver à une plus grande cohérence morale et politique dans l'action. Et, dois-je le dire ?, dans le débat philosophique où je m'oppose partiellement à vous, je reconnais une incohérence similaire, mais plus grande, peut-être plus tragique, dans l'histoire de la révolution, dans l'histoire du communisme et du marxisme.

Le fait est que la doctrine marxiste, depuis ses débuts et à travers toutes ses métamorphoses entre 1848 et 1966, implique toute une dialectique de la violence et de la non-violence. Marxistes, nous avons toujours prêché la dictature du prolétariat et la nécessité de renverser le capitalisme par la force. Nous avons toujours essayé de persuader la classe ouvrière de tous les pays à se tenir prête à combattre, même dans des guerres, contre la classe dominante et exploiteuse. Nous assommions de nos répliques ceux qui doutaient de notre bon droit ou mettaient en question la nécessité de notre enseignement. Mais voici la contradiction dialectique : somme toute, quelle a été l'idée du marxisme ? Celle d'une société sans classes dans laquelle l'homme ne sera plus dominé ni exploité par l'homme, celle d'une société sans Etat. C'est ce que bien des gens considèrent comme l'élément utopique du marxisme, l'aspiration à transformer la société de telle sorte que la violence cesse pour toujours d'être le régulateur permanent et indispensable des relations entre la société et les individus, entre les individus eux-mêmes.

En adoptant la vision d'une société non violente, le marxisme à mes yeux est allé plus loin et plus au fond que tous les pacifistes qui ont prêché la non-violence. Pourquoi ? Parce que le marxisme a mis à nu les racines de la violence dans notre société, tandis que les autres ne l'ont pas fait. Le marxisme s'est mis à déraciner la violence non seulement des pensées humaines, non seulement des émotions humaines, mais des bases profondes de l'existence matérielle des sociétés. Le marxisme a compris que la violence était entretenue par les antagonismes de classe dans la société — c'est là qu'il faut le réévaluer en regard des deux mille ans de futile prêche chrétien pour la non-violence. Je dis futile dans le sens que cela n'a conduit à aucune conséquence réelle, à aucune diminution réelle de la violence. Après deux millénaires de « Aimez-vous les uns les autres », nous sommes dans la situation suivante : ceux qui vont à l'église jettent des bombes au napalm, et ces autres qui avaient aussi été élevés dans la tradition chrétienne, les Nazis, ont envoyé dans les chambres à gaz

six millions de descendants des compatriotes du Christ. C'est à ça qu'ont conduit deux mille ans de prêche non violent ! Une des raisons, c'est que les racines de la violence n'ont jamais été attaquées, jamais extirpées. La société de classes a subsisté, et par conséquent ces prêches, même les plus sincères, même lorsque le prosélyte chrétien y mettait tout son cœur et son âme, restaient nécessairement futiles, parce qu'ils n'attaquaient la violence qu'en surface. Mais la dialectique marxiste a aussi été prise en défaut, et le marxisme lui-même, tout au long de son histoire de profondes et tragiques contradictions. Combien le rêve de la non-violence était à la racine même de la révolution russe, on le découvre en étudiant la position de Lénine sur la révolution, qui est rédigée sous une forme apparemment dogmatique, presque comme un texte ecclésiastique interprétant des versets bibliques. Derrière ces formules ecclésiastiques, la source vive du rêve d'une société sans Etat jaillit constamment. L'insurrection d'octobre a été menée d'une telle façon que, selon même les témoins hostiles comme les ambassadeurs occidentaux qui se trouvaient alors à Petrograd, le total des victimes des deux côtés fut de dix. Ce furent toutes les victimes de la grande insurrection d'octobre. Les hommes qui dirigèrent cette insurrection : Lénine, Trotsky, les membres du comité révolutionnaire militaire, pensaient aux problèmes de la violence et de la non-violence, et organisèrent ce soulèvement énorme avec un respect profond, bien qu'inexprimé, pour les vies humaines, pour les vies de leurs ennemis aussi bien que pour celles de leurs hommes. La révolution russe, au nom de laquelle on a commis tant de violence, fut proportionnellement l'acte le plus non violent de toute l'histoire de l'humanité !

Ce ne sont pas les fusils, mais les paroles, les arguments, la persuasion qui ont fait la révolution. Les paroles étaient très violentes, très dures, mais c'était la violence de l'émotion dans la révolte contre la réalité de la violence, contre la réalité d'une guerre mondiale qui était en train de coûter des millions de vies humaines. Aujourd'hui, tous ceux qui entreprennent de faire la morale aux artisans de la révolution russe prétendent, bien sûr, qu'il régnait une situation de bonté et d'angélisme, une non-violence angélique qui fut bouleversée par les démons de Dostoïevsky, par des révolutionnaires qui s'arrogeaient le droit de disposer de vies humaines. Près de dix millions de gens ont péri dans les tranchées de la première guerre mondiale, alors que les Bolcheviks réalisaient cette grande révolution qui coûta dix victimes.

L'humanisme profond et universel inhérent à ce que vous appelez le défi de la non-violence a été là l'élément essentiel du marxisme. C'est un peu gênant de parler d'humanisme, car quel scélérat de l'histoire n'a pas parlé d'humanisme ? Staline, Hitler, Goebbels n'en ont-ils

pas parlé ? Je suis même plus que choqué lorsque j'entends des gens de gauche et des ex-marxistes suggérer que le marxisme doit être complété par l'humanisme. Le marxisme n'a besoin que d'être fidèle à lui-même.

Mais que se passa-t-il après ce début si prometteur de la révolution russe, après que Lénine eut écrit « l'Etat et la Révolution » qui est le grand rêve non violent exprimé en termes marxistes ? Les autres partisans de la non-violence, comme Kérénsky, prênaient son emploi envers les opprimés tout en réintroduisant la peine de mort contre les soldats qui refusaient de se battre au front. Peut-être y a-t-il dans la nature de ceux qui détestent vraiment la violence une plus grande gêne à parler de non-violence. Je me méfie de ceux qui ont toujours des mots nobles à la bouche. J'ai souvent plus confiance en ceux qui parlent franchement et même brutalement des nécessités du combat politique, aussi longtemps qu'ils ne se laissent pas entraîner par leur droiture même.

Alors ce fut l'intervention, la guerre civile. La violence devait être utilisée sur une plus large échelle, comme pour les Vietcongs aujourd'hui. Ils ne peuvent rien y faire : ou bien ils sont écrasés, ou bien ils utilisent la violence. Mais même pendant la guerre civile, que firent les Bolcheviks ? Ils essayèrent à nouveau de conserver l'équilibre entre les arguments, la persuasion et la violence ; équilibre dans lequel ils attachaient bien plus d'importance à la persuasion et aux arguments qu'aux fusils. Sur le plan de l'armement, ils étaient infiniment inférieurs aux Anglais, aux Français et aux Américains (qui envoyèrent troupes et armes aux armées blanches en Russie). L'armée rouge, dirigée à cette époque par Trotsky, leur était bien inférieure. Que se passa-t-il ? Ils firent de l'agitation, ils firent appel à la conscience des soldats, des travailleurs sous l'uniforme dans les armées interventionnistes. La marine française, envoyée pour stopper la révolution, se mutina à Odessa et refusa de combattre les Bolcheviks : autre triomphe de la non-violence dans la guerre civile. La révolte des marins résultait de ce que l'on appelait la propagande bolchevique, mais cette « subversion » empêcha la violence. (En Angleterre, en 1920, pendant l'intervention, pendant la guerre russo-polonaise — la Pologne était blanche alors —, les dockers de Londres firent grève et refusèrent d'envoyer des armes contre la Russie, les docks de Londres furent immobilisés : c'était de la non-violence.)

Et puis ce fut la grande tragédie de la révolution russe, son isolement, comment elle succomba à des formes incroyables, inimaginables de destruction, de pauvreté, de faim et de maladie dues aux guerres d'intervention, à la guerre civile, et surtout à la longue et éprouvante guerre mondiale qui n'était pas la faute des Bolcheviks. Il en résulta que libre cours fut laissé à la terreur en Russie. Les

gens perdaient toute mesure ; même les leaders perdirent la clarté de leurs pensées et de leurs esprits. Ils agissaient pressés par une situation envahissante et inhumaine. Je n'entreprends pas de les juger, de les blâmer ni de les justifier. Je ne peux que constater la profonde tragédie de ce processus historique, qui conduisit à une glorification de la violence.

Mais ce qui n'avait été qu'un plein verre de violence se déversa par seaux, devint un fleuve de violence. C'est là la tragédie de la révolution russe. La dialectique de la violence et de la non-violence dans le marxisme fut si bouleversée que finalement la signification non violente du marxisme fut supprimée sous le poids massif et écrasant du stalinisme. Ce n'est pas un hasard si Staline a dénoncé l'idée marxiste et léniniste du dépérissement de l'Etat : c'est sur cette idée que toute la non-violence marxiste était fondée. Le régime stalinien ne pouvait tolérer, ne pouvait supporter la survivance de ce rêve ; il devait l'extirper des esprits pour justifier sa propre violence. Je ne dis pas ça pour rejeter toute la faute sur des individus. C'était plus que cela. C'était toute la tragédie d'une révolution isolée et écrasée par la pauvreté, incapable de remplir ses promesses dans l'isolement et la pauvreté : une révolution prise dans sa situation tragique — tragédie de la contradiction irréconciliable entre les promesses et leur réalisation, entre le rêve et la réalité, enfoncée dans l'irrationnel.

Jusqu'à quel point le marxisme en tant que tel est-il responsable de cela ? Il serait faux d'identifier stalinisme et marxisme, et d'accuser le marxisme d'être la cause des purges staliniennes. D'un autre côté, ce serait manquer de courage moral dans le marxisme que de les dissocier formellement et de dire que nous ne sommes pas responsables du stalinisme, que ce n'était pas le but que nous visons. Voyez-vous, dans un sens le marxisme est aussi responsable du stalinisme que le christianisme est responsable des Borgias. Les Borgias ne sont pas le christianisme, mais ce dernier ne peut pas les effacer de son histoire. Nous ne pouvons pas effacer le stalinisme de notre histoire, bien que nous ne soyons pas responsables des crimes staliniens. A un certain degré, nous (et ce disant je pense à la génération de marxistes à laquelle je m'identifie moralement, je pense à Lénine, Trotsky, Boukharine, aux premiers leaders communistes en Europe) avons participé de cette glorification de la violence comme moyen d'autodéfense. Rosa Luxembourg l'a bien compris, lorsqu'elle a critiqué les premiers symptômes de cette attitude.

Mais le problème va plus loin et plus profondément que les simples intentions humaines. La violence n'a pas ses racines dans les intentions humaines. Celles-ci sont, disons, le mécanisme psychologique, le mécanisme mental sur lequel les facteurs matériels et les besoins matériels exercent leur pression. Le marxisme n'a jamais pu per-

mettre qu'un déchaînement si horrible de violence, qu'un tel abus de violence soit commis en son nom, et cela pour une simple raison : le marxisme impliquait que la révolution soit toujours un changement social réalisé avec violence, mais avec le soutien d'une immense majorité du peuple. Il supposait que la révolution se ferait dans l'Occident industriel grâce à la classe ouvrière gagnée au socialisme, soutenant la révolution de tout son cœur et ayant pour ennemis une toute petite minorité, les exploités. Dans cette confrontation de majorités révolutionnaires avec les minorités contre-révolutionnaires, la nécessité d'employer la violence aurait vraiment été très limitée, et on pouvait espérer voir se réaliser le rêve de la non-violence.

On dit que le marxisme convient aux pays sous-développés mais non à l'Occident avancé et industriel. Je soutiens que le rêve originel du marxisme, son inspiration et son espoir originels conviennent toujours beaucoup mieux à l'Occident qu'aux pays sous-développés, même si dans certaines phases la révolution est l'affaire de très grandes masses, comme c'était le cas en Russie en 1917, en Chine en 1949, comme c'est le cas au Vietnam aujourd'hui. Dans les pays sous-développés, il y a un moment après la révolution où resurgit le hiatus entre les promesses et leur réalisation, ce qui fait accomplir aux gens ce qu'ils avaient commencé à réaliser, mais de manière très partielle, très inadéquate. Alors apparaissent des frustrations, des dissonances explosives, et les autorités post-révolutionnaires n'ont qu'un désir, c'est d'assurer la révolution de la manière dont ils la comprennent et dont ils en sont capables. Plus le pays est sous-développé, plus il risque d'advenir après la révolution un moment de vérité amère et de violence.

Je pense toutefois que la violence en Chine est déjà moindre qu'en Russie. L'irrationalité de la révolution chinoise, et Dieu sait s'il y en a, est même moindre à mon sens que celle qui régnait pendant la révolution russe. Mais c'est que la révolution chinoise ne fut pas le premier pionnier, ne fut pas une révolution isolée : elle était déjà assistée par la Russie stalinienne, et cela réduisit son irrationalité. Je crois qu'avec la propagation de la révolution, avec le progrès industriel et technique des sociétés révolutionnaires, avec la croissance de leur richesse, l'élévation de leur niveau de vie, la satisfaction relative des masses populaires, l'élément irrationnel continuera de diminuer. La revendication finale du rêve non violent dans le marxisme se réalisera avec l'avance du socialisme dans les pays développés. C'est ce que je crois, et ce n'est pas un vœu pieux : c'est toute la structure théorique du marxisme qui m'a conduit à cette conclusion. Je crois que la déstalinisation en Russie, pour partielle, inadéquate, hypocrite qu'elle fût, a déjà rétabli quelque peu l'équilibre entre les éléments contradictoires de la révolution russe, en réduisant la

violence et en laissant se développer l'élément non violent du marxisme.

Vous m'avez demandé ce que j'entendais par l'effet négatif de la guerre du Vietnam dans le monde communiste. La guerre du Vietnam peut être ou non le prélude à de nouvelles confrontations violentes éclatant sur notre revers et submergeant le monde une fois de plus. La crainte de l'ultime affrontement encourage la recrudescence des tensions autoritaires et violentes entre la Russie et la Chine. Je vois une analogie entre les effets de la guerre du Vietnam dans la partie communiste du monde et les répercussions de la guerre de Corée à la fin de l'époque stalinienne. La crainte, la panique déclenchées par la guerre de Corée se sont traduites en Russie par la démente des dernières années du règne de Staline, par la reprise des chasses aux sorcières des années 30. Je ne prévois pas, je ne crains pas d'issue aussi terrible que celle-là à l'agression américaine au Vietnam, mais nous avons déjà vu une certaine recrudescence de l'autoritarisme.

Le XXIII^e Congrès du parti communiste en témoigne. Les procès de Daniel et Siniavsky furent symptomatiques du retour partiel à l'autoritarisme.

D'un autre côté, je ne pense pas qu'on puisse dire que la guerre de Corée ait eu un seul effet, l'encouragement de la violence intérieure en Union soviétique et en Chine. Elle a eu aussi un effet positif parallèle, dans notre partie du monde. Elle a fait naître un sentiment de solidarité avec un petit pays si impitoyablement attaqué, si impitoyablement écrasé par le pays le plus puissant, le plus grand, le plus riche du monde. La guerre de Corée a liquidé certaines illusions que le khrouchtchévisme avait propagées, celle de la possibilité d'une transition pacifique du capitalisme au socialisme dans des pays comme la France ou l'Italie. Allez donc aujourd'hui vers des ouvriers français ou italiens et dites-leur qu'ils peuvent accomplir ce miracle, alors que les grandes puissances capitalistes l'empêchent avec tant d'acharnement dans des petits pays comme la Corée et le Vietnam.

a.j. muste:

En premier lieu, je vous suis tout à fait dans la plupart de vos analyses, y compris dans l'idée que nous n'avons pas à introduire, comme une nouvelle révélation, la non-violence dans le marxisme. Je suis aussi d'accord avec l'idée que si on parle de non-violence on doit parler de la violence de l'Occident chrétien. Je dirai qu'il faut être prudent avec la terminologie qu'on emploie, parce que c'est très tôt que l'Eglise chrétienne a abandonné la non-violence. Il n'y avait qu'une petite secte qui croyait que christianisme et non-violence

étaient liés. Je suis tout à fait d'accord que si l'on étudie la violence historiquement et actuellement on la trouve dans l'Eglise chrétienne, les civilisations chrétiennes, les pays chrétiens. C'est pourquoi, pour moi, la possibilité d'une non-violence révolutionnaire implique fondamentalement la destruction de la violence des nations occidentales : l'impérialisme. C'est ainsi que des gens comme Dave et moi acceptons la critique des pacifistes intégraux qui réprouvent la violence du Vietnam. Il faut porter un jugement politique sur ces relations, pas simplement un jugement moral. Et si on le fait en fonction de bases dogmatiques absolues, on s'abstrait de la situation politique.

Un point qui me pose des problèmes et sur lequel vous êtes passés rapidement est la tragédie du marxisme dans ses orgies de terreur et de violence en Union soviétique et en Europe, sous Staline. Il me semble que les grandes tragédies dont nous devons prendre conscience devraient être en fait l'Union soviétique et les Etats-Unis. Mais il faut en faire une analyse approfondie afin que, par l'exemple du communisme en Union soviétique, ceux d'entre nous qui sont révolutionnaires se gardent d'aller plus loin dans une évolution violente de cette sorte.

En second lieu, il nous faut nous demander si le concept de non-violence connaît d'autres formes de force que les formes militaires. Cela signifie qu'il faut se garder de s'accommoder d'un système dont l'essence même est la violence, même dans les périodes dites de paix. Pour ma part, je me sens frustré en essayant de savoir ce qu'il faut entendre par le terme de révolution non violente. Que ferions-nous si nous étions concrètement au Vietnam ? Y a-t-il d'autres moyens de combattre que ceux qu'emploient les Vietnamiens ? Je crois que nous n'avons qu'une idée élémentaire de ce que peut être la force non violente dans le combat contre les armes de l'impérialisme, force réactionnaire s'il en est. Je crois qu'il n'y a pas de place pour un compromis, mais qu'il nous faut présenter des suggestions pour éviter à notre pays ce qui est arrivé à l'Union soviétique.

(A ce moment les paroles de Muste deviennent inaudibles.)

isaac deutscher :

Nous devons avoir à l'esprit la longue, la terrible route qui nous conduit à la société sans classes. Vous parlez comme si nous nous tenions déjà sur le seuil d'une société sans classes. Voyez-vous, c'est si facile de faire du slogan de la non-violence une échappatoire ; c'est si facile de négliger les réalités de cette longue route ; or sur cette route nous vivons dans la violence, et si nous sommes socialistes nous emploierons la violence.

Mon point de vue est le suivant. En tant que marxistes, lorsque nous sommes conduits à utiliser la violence, ce que nous devons savoir et dire à ceux que nous appelons à l'action, c'est que la violence est un mal nécessaire. Et il faut mettre l'accent sur l'adjectif et sur le nom, sur « nécessaire » et sur « mal ». Prêcher la non-violence à ceux qui ont toujours subi la violence peut même être faux.

La leçon que nous devons tirer de l'histoire soviétique est qu'on ne peut jamais trop mettre en relief le mal qu'est la violence. Mais si j'étais vietnamien et dans les rangs vietcongs, j'emploierais aussi la violence. Je ne sais pas, avec ma forme de pensée européenne, si j'essaierais dans ce cas de dire à mes compagnons d'armes que nous ne devons pas nous faire une vertu de la nécessité amère et terrible de la violence. Mais nous sommes en Occident, où ce genre d'argument a bien plus de chances d'être compris et accepté.

Parmi la gauche occidentale, il nous faut favoriser une pensée qui n'esquive pas les réalités qui sont sous nos yeux — et c'est là que le marxisme se sépare de l'anarchisme et du pacifisme intégral : nous partageons avec les anarchistes le rêve d'une société sans Etat, mais nous nous demandons comment y arriver. Vous acceptez l'idée que la guerre du Vietnam n'est pas un accident de l'histoire, qu'elle révèle la structure de votre société, le caractère impérialiste de vos relations avec le monde extérieur. Si vous acceptez cela, cela implique que l'ordre social doit être transformé. Comment sera-t-il transformé par des moyens non violents ? Ceux qui refusent de céder un pouce de terrain au Vietnam à leurs ennemis de classe céderont-ils le territoire américain au socialisme sans défendre le *statu quo* ? Vous imaginez-vous cela ? Je peux le faire, mais à une condition : qu'une majorité écrasante d'Américains soit prête à utiliser la violence pour amener le socialisme, alors seulement le socialisme pourra conquérir les Etats-Unis sans violence. Le capital de la révolution était sa supériorité morale. Voyez-vous, si vous parvenez à cette suprématie morale de la révolution dans la société américaine, comparable à celle de la révolution russe, alors vous serez à même de n'utiliser qu'une quantité infime de violence. Mais c'est toujours la dialectique : seulement si vous êtes prêts à user de violence sans en faire une vertu.

(Tiré de « Liberation », New-York, July 1969.)



« Anarchisme et Non-Violence » adhère, en tant que publication associée,
à l'Internationale des Résistants à la guerre : War Resisters' International,
3 Caledonian Road, London, N 1.

« Anarchisme et Non-Violence » n'est pas seulement une revue; les camarades qui l'animent s'emploient à entretenir entre eux et autour d'eux un dialogue permanent. Dans ce but les correspondants locaux se tiennent à la disposition de ceux qui à travers la lecture de la revue s'intéressent à ce courant de pensée et désirent s'associer de plus près à nos études, à nos recherches et à nos tentatives d'action.

CORRESPONDANTS LOCAUX

ARDENNES : J. Turquin, 85, rte de Mézières, 08-Prix-lès-Mézières.
BAS-RHIN : P. Sommermeyer, 37, bd d'Anvers, 67 - Strasbourg.
EURE : M. Bouquet, 283, rue du Moulin-des-Murailles, 27 - Verneuil.
HAUTE-GARONNE : D. Besançon, Cornebarrieu, 31 - Blagnac.
PARIS : A. Bernard, 22, allée de la Fontaine, 93 - Le Raincy.
VAR : M. Viaud, La Courtine, 83 - Ollioules.
BELGIQUE : F. Destryker, 2e, av. des Droits-de-l'Homme, 1070 - Bruxelles.
SUISSE : M. Enkell, 24, av. de Beaumont, 1012 - Lausanne.

Cahiers d'études trimestriels

Directeur de la publication : Anita Bernard

ABONNEMENT CINQ NUMEROS : 10 F.

Prix du numéro : 2 F

C.C.P. : Marcel Viaud, 2.298-84, Marseille

Dépôt légal : 4^e trim. 70 — C.P.P.P. n° 42 954.

Paris - Imprimerie La Ruche Ouvrière, 10, rue de Montmorency (3^e)

ON M'A MIS EN
PRISON!

POURQUOI?

... PARCE QU'
TUER EST
DANS UNE
GUERRE

IGNORANT
LIBRE

TRACAS!
TRACAS!



DANIEL BROCHIER A ÉTÉ
CONDAMNÉ A 6 MOIS DE PRISON
POUR INSOUMISSION. IL RISQUE
UNE NOUVELLE CONDAMNATION
(JUSQU'À 3 ANS) SI ON NE LUI
ACCORDE PAS LE STATUT
D'OBJECTEUR DE CONSCIENCE.

PARCE QU'



... IL DEMANDE A BÉNÉFICIER DU
STATUT DES OBJECTEURS DE
CONSCIENCE, RIEN QUE CE SOIT
DÉJÀ TROP TARD

LA LOI PRÉVOIT
SEULEMENT 45
JOURS PAR AN POUR
DEMANDER LE
STATUT

FALLAIT
L'SAVOIR!

